

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 19 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°107 ■

LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET L'INFORMEL

Des mesures radicales sont nécessaires

Des mesures radicales sont plus que nécessaire pour lutter contre la fraude fiscale et également le secteur informel. Les mesures et incitations prises auparavant par le gouvernement n'ont pas donné de résultats positifs sur le terrain et les gens continuent d'activer toujours dans la sphère informelle.

P 3



Semaine de l'intelligence artificielle à l'université de Chlef

Développement d'un projet d'incubateur intelligent de volaille

P3

Diversification de l'économie nationale

Des propositions pour booster l'investissement

P4

Forum juridique des BRICS+

L'Algérie, parmi les pays invités

P 4

Après la fin du zéro Covid

La croissance repart en Chine

P 11

Fabrication de voitures électrique

Le premier prototype dévoilé par CRTI

L'Algérie se lance dans la fabrication de voitures électrique. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a donné, avant-hier lundi à Alger, le coup d'envoi du projet de fabrication de la première voiture électrique «Made in Algeria».

P2

Permanence Aïd El Fitr

Près de 50 000 commerçants mobilisés

A quelques jours de l'Aïd, tout le monde est sur le point pour que ces deux jours de congé se passent le mieux possible. Près de 50.000 commerçants seront réquisitionnés à travers l'ensemble du territoire national pour assurer la permanence de l'Aïd el Fitr, a annoncé le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations dans un communiqué.

P 5

Lutte contre la contrebande

367 opérations de saisie durant le 1^{er} trimestre 2023

Les services des Douanes algériennes ont mené 367 opérations de saisie à travers l'ensemble du territoire national dans le cadre de la lutte contre la contrebande durant le 1er trimestre 2023, a appris l'APS auprès de la Direction générale des douanes.

P 5

FABRICATION DE VOITURES ÉLECTRIQUE

Le premier prototype dévoilé par CRTI

L'Algérie se lance dans la fabrication de voitures électrique. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a donné, avant-hier lundi à Alger, le coup d'envoi du projet de fabrication de la première voiture électrique «Made in Algeria».

Par Slimane T

Le projet est chapeauté par des experts du Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI), indique le ministre, en faisant savoir que «le premier prototype de la voiture électrique Made in Algeria est pratiquement prêt».

Lors d'une visite de travail et d'inspection au CRTI à Cheraga, le ministre a précisé que «l'opération de conception de la structure, de la batterie et du moteur a été finalisée par de jeunes compétences algériennes».

Certes, pour l'heure, la date de lancement du prototype finalisé de cette voiture n'est pas encore arrêtée, mais il n'en demeure qu'elle sera fixée dans «les plus brefs délais» affirme le ministre, mettant en avant le rôle du CRTI qui consiste à «proposer un prototype fini aux entreprises de réalisations et les accompagner dans l'opération de fabrication de la première voiture électrique 100% algérienne».

Se félicitant des résultats des recherches scientifiques effectuées par le CRTI, dont la principale vocation est l'innovation, le ministre a affirmé que ces résultats «ouvrent la voie pour être au diapason des recherches actuelles et du développement, afin de répondre aux besoins nationaux».



Aussi, a-t-il insisté sur l'impératif de «valoriser les innovations des experts du Centre par les constructeurs lors de la mise sur le marché du produit, en vue d'encourager les compétences algériennes à fournir davantage d'efforts en vue de consolider la place de la recherche scientifique et de l'innovation technologique».

Le ministre a également insisté sur l'importance «d'associer les startups et les étudiants universitaires à la concrétisation de tels projets».

Le directeur adjoint du CRTI, Abdesslem Benammar, a indiqué pour sa part, que cette réalisation «a été accomplie par de jeunes compétences algériennes qui se sont attelées,

dans une première étape, à l'étude et au développement de la structure, avant d'engager l'opération de montage et de fabrication des petites parties et de la partie mécanique».

et d'ajouter : «Actuellement le travail est en cours pour le développement de la partie électrique à travers la conception d'une batterie au niveau de l'unité de recherche relevant du centre dans la wilaya de Sétif pour l'utiliser directement après la finalisation des autres parties».

Avec cette réalisation, c'est l'industrie algérienne qui fait un grand bond en avant. D'autant que les chercheurs algériens ont réussi à maîtriser, d'une manière complète et efficace, la

technologie des drones. Ce qu'il faut savoir aussi, c'est que le taux d'intégration dans l'industrie des drones, en Algérie, est de 60%. Pour rappel, grâce à ses compétences internes, ingénieurs et techniciens, l'Armée nationale populaire (ANP) a réussi à mettre sur pied deux types de drones, appelés «El Djazaïr 54» et «El Djazaïr 55». Il s'agit de modèles modifiés et améliorés du «Yabhon United 40», mis en place par la société émiratie Adcom Systems, spécialisée dans la fabrication de véhicules aériens sans pilote (UAV). Certains spécialistes considèrent les modèles développés par l'ANP plus performants que leur version originale.

ETUSA

Programme spécial pour la circulation pendant l'Aïd El-Fitr

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, dans un communiqué, la mise en place d'un programme spécial pour faciliter la circulation des citoyens à Alger à l'occasion de l'Aïd El-Fitr.

"À l'occasion de la fête de l'Aïd El-Fitr El Moubarek, l'ETUSA et comme à son accoutumé sera présent les deux jours de l'Aïd El-Fitr El Moubarek pour faciliter la circulation des citoyens entre les quartiers et les communes de la capitale" et met pour cela un programme spécial, a précisé la même source.

Un autre programme spécial "TARAHOM" à destination des cimetières, a été, en outre mis en place par l'ETUSA pour assurer les navettes à destination des cimetières de la capitale, a-t-elle ajouté.

Ce programme spécial comprend la couverture de 124 lignes avec 132 bus durant le premier jour de l'Aïd et 213 bus pour le deuxième jour, a ajouté le communiqué. Concernant le service nuit, 19 lignes seront assurées avec 19 bus avec une fréquence de 20 à 30 mn entre chaque départ.

Le début de service de ce programme est fixé à 6h30 jusqu'à 19h00 pour les brigades jour et de 19h00 à 01h40 pour les brigades de nuit, est-il précisé dans le communiqué.

S'agissant du programme des navettes à destination des cimetières, l'ETUSA a indiqué que ce service sera assuré de 6h00 à 13h00 ajoutant lui avoir consacré 10 bus pour les deux jours de l'Aïd El Moubarek afin de couvrir 5 lignes.

Il s'agit des lignes de la station 1 Mai vers le cimetière d'El Alia, de la station Place des Martyrs vers le cimetière d'El Alia, de la station Chevalley vers le cimetière de Dely Brahim, de la station Bachdjarah vers le cimetière de Sidi Rezine par Baraki, et de la station El Harrach vers le cimetière El Alia par Bachdjarah, El Harrach et Sidi Tayeb, a fait savoir la même source.

R E

CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE (CPA)

23 milliards de DA de dépôts recouverts jusqu'à mars dernier

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lancera prochainement de nouveaux produits de financement dans le cadre de la finance islamique. Ces produits seront destinés aux projets d'investissement notamment le financement de l'approvisionnement de matière première pour les entreprises, a indiqué le chef de département de la finance islamique au niveau de cette banque publique, Sofiane Mazari, cité par l'APS.

Ces nouveaux produits viendront s'ajouter à ceux de la finance islamique lancés par le CPA fin 2022 au profit des entreprises et des professionnels pour financer les investissements fonciers voire même le matériel.

Selon le même responsable, l'objectif est «d'encourager les entreprises désirant investir et concrétiser leurs projets en leur octroyant des crédits pour acquérir ces produits via la finance islamique».

Dans ce registre, M. Mazari brandit la nouvelle orientation de



la banque portant sur l'accompagnement des entreprises désirant concrétiser des projets d'investissement durant le cycle d'exploitation.

En chiffres, M. Mazari annonce que le CPA a recouvert dans le cadre de la finance islamique 23 milliards de DA de dépôts jusqu'à

mars dernier, la plupart provenant des particuliers. Quant au réseau de la Banque, actuellement présente dans 96 guichets à travers le territoire national, M. Mazari annonce un renforcement avec près de 15 guichets à l'avenir.

R E.

PROGRAMME EL HAFID EL SAGHIR À ADRAR

LE GROUPE TELECOM ALGERIE sponsor officiel de la troisième édition

Le GROUPE TELECOM ALGERIE en sa qualité de sponsor officiel, a eu l'honneur d'accompagner la wilaya d'Adrar dans l'organisation de la troisième édition du Programme El Hafid El Saghir, visant à encourager les jeunes à s'initier, s'instruire et à mémoriser le saint coran.

Pour rappel, le Président Directeur Général du GROUPE TELECOM ALGERIE, Monsieur Khaled ZARAT, accompagné d'une délégation de cadres du GROUPE, a assisté hier, dimanche le 16 Avril 2023 à la cérémonie de clôture de la troisième édition du programme El Hafid El Saghir, baptisé au nom du Cheikh Sidi Mohammed Belkebir.

Par cette initiative, le GROUPE TELECOM ALGERIE, entreprise citoyenne, confirme encore une fois sa volonté d'encourager les initiatives visant à préserver l'authenticité de la société algérienne et son identité.

FRAUDE FISCALE ET LUTTE CONTRE L'INFORMEL

Des mesures radicales sont nécessaires

Des mesures radicales sont plus que nécessaires pour lutter contre la fraude fiscale et également le secteur informel. Les mesures et incitations prises auparavant par le gouvernement n'ont pas donné de résultats positifs sur le terrain et les gens continuent d'activer toujours dans la sphère informelle.

Par Zahir R

Donc, il est temps de passer à d'autres méthodes afin de réduire cette sphère de l'économie informelle qui nuit fortement sur l'image du pays et également sur le Trésor public, a plaidé Boubekeur Sellami, président de l'Association des conseillers fiscaux algériens, en rappelant les déclarations du président de la République qui avait évoqué « à deux reprises la possibilité d'adopter des mesures radicales ». Pour cet expert fiscal, la solution réside dans le changement des billets de banques et de mesures radicales pour le recouvrement des impôts impayés. Mais, dira-t-il, avant de passer à cette décision, il faut bien préparer le terrain en modernisant le secteur financier et la généralisation des paiements électroniques. Donc, la réforme du système financier d'une manière générale devient une condition sine qua non pour la relance de l'économie nationale. Selon Boubekeur Sellami qui s'exprimait sur les ondes de la radio nationale « Chaîne III », entre 40 à 50 % de l'activité économique est versée dans ce circuit vicieux échappant à tout contrôle. Ceci engendre des pertes colossales pour le Trésor public. D'ailleurs, selon les dires de cet expert, entre 2400 à 2600 milliards de DA de pertes fiscales sont enregistrés annuellement, soit le même taux

de la fiscalité ordinaire engrangé/an. C'est énorme, et l'administration fiscale est appelée à prendre les choses en main à travers le renforcement de ses interventions sur le terrain et champ d'intervention. Actuellement, l'Algérie frappe forte dans sa manne pétrolière pour le financement de son budget. C'est un risque, dira-t-il, puisque notre stabilité financière sera tributaire des marchés mondiaux du pétrole. « L'Etat a fait des efforts énormes pour le développement des exportations hors hydrocarbures ces deux dernières années. C'est intéressant mais beaucoup reste à faire. Il faut un passage rapide pour l'équilibre du budget, dont la fiscalité ordinaire devrait assurer au moins 80% de nos dépenses », précise Boubekeur Sellami qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio nationale « Chaîne III ». Pour lui, la manne pétrolière ne doit représenter qu'entre 20 à 25% dans le budget de l'Etat. L'excédent des ressources financières doit être préservé pour les générations futures. Questionné sur les mesures à prendre afin de réduire la sphère de l'informel, l'intervenant a rappelé que « l'Etat a pris plusieurs mesures d'encouragement pour en finir avec l'argent qui circule dans le secteur informel, estimé à 90 milliards de dollars. Mais, malheureusement, les résultats sont très faibles, puisque les acteurs refusent toujours d'aller vers les banques et la traçabilité ». L'expert fiscal qui a rappelé, à ce propos, les

déclarations du président de la République qui avait évoqué « à deux reprises la possibilité d'adopter des mesures radicales ». L'intervenant plaide dans ce sillage en faveur du changement des billets de banque de façon, explique-t-il, à obliger les acteurs du secteur informel à passer par la banque pour régulariser leurs capitaux. « L'argent de l'informel restera dans l'informel tant qu'on n'utilisera pas cette solution », insiste-t-il. Interrogé sur la revendication de l'amnistie fiscale prônée par certains économistes, l'invité de la radio estime qu'une telle mesure serait une injustice envers ceux qui s'acquittent de leur impôt. « Si une amnistie il y a, elle doit être au cas par cas, mais une amnistie générale est une injustice contraire au principe même de l'impôt », explique-t-il. Par ailleurs, Sellami a énuméré une série de propositions pour l'élargissement de l'assiette fiscale. Il a plaidé pour le développement de nouvelles niches d'impôts. « Il faut élargir l'assiette fiscale, à travers la mise en application de l'impôt sur la fortune et la taxe foncière qui représente un potentiel énorme », souligne-t-il, en appelant également à la réduction de la sphère du marché informel. Un grand travail reste encore à faire dans ce cadre, en renforçant la coopération entre l'administration fiscale et le ministère du Commerce pour l'identifier des acteurs de l'informel.

CONSEIL DES MINISTRES

Le G7 va maintenir le plafond de prix du pétrole russe à 60 dollars le baril

Le G7 maintiendra un plafond de 60 dollars par baril pour le pétrole russe transporté par voie maritime, a déclaré un responsable de la coalition, malgré la hausse des prix mondiaux du brut et les appels lancés par certains pays en faveur d'un plafond plus bas pour limiter encore les revenus de Moscou.

Le G7 et l'Australie ont pris la décision de maintenir le plafond au cours des dernières semaines après avoir réexaminé le prix de 60 dollars, fixé en décembre dans le but de réduire la capacité de Moscou à financer sa guerre en Ukraine, a déclaré le responsable sous couvert d'anonymat.

Cette décision intervient après quatre semaines de hausse des prix de référence du pétrole, à la faveur de la réduction annoncée de la production par l'Opep+. qui regroupe l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, dont la Russie, ainsi qu'à la reprise de la consommation chinoise.

Les responsables de la coalition ont conclu que le plafonnement des prix permettait à la fois de limiter les revenus de la Russie et de maintenir la stabilité du marché de l'énergie, mais ils ont déclaré qu'ils continueraient à se coordonner pour assurer un contrôle et une mise en œuvre efficaces, a ajouté le responsable.

Agence

R E

PÉTROLE

Le prix du Brent clôture à 84,76 dollars

Les cours du pétrole se sont nettement repliés lundi 17 avril, affaiblis par des prises de bénéfices et un rebond marqué du dollar américain, sur un marché qui n'attend pas de catalyseur à court terme. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin est descendu de 1,79%, pour clôturer à 84,76 USD. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance

en mai, il a lui cédé 2,04%, à 80,83 USD. Outre des prises de bénéfices, les cours ont souffert du sursaut du dollar, qui avait atteint, vendredi, son plus bas niveau depuis un an face à l'euro. La grande majorité des contrats sur le brut étant libellés en dollars, une hausse du billet vert renchérit mécaniquement le coût d'un baril et peut provoquer un ajustement des cours à la baisse. Pour Bart Melek, de TD Securi-

ties, l'appréciation du dollar américain et des taux obligataires américains lundi 17 avril traduit "la crainte de voir la Réserve fédérale (Fed) rester agressive" et continuer à relever ses taux, "ce qui aurait très probablement un effet négatif sur la demande de pétrole". Cette posture attendue de la Fed est liée au fait que "l'économie (américaine) montre des signes de résistance, ce

qui est normalement une bonne nouvelle pour la demande, mais bouscule les anticipations d'une fin du cycle de resserrement" prochaine, a ajouté, dans une note, Edward Moya, d'Oanda. Pour les analystes d'Eurasia Group, à cela s'ajoutent les "signaux mitigés" qu'envoie la Chine sur la situation de son économie.

EMAIN DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE À L'UNIVERSITÉ DE CHLEF

Développement d'un projet d'incubateur intelligent de volaille

Des étudiants en informatique et sciences exactes de l'université Hassiba Ben Bouali de Chlef ont développé un projet d'incubateur intelligent de volaille, dans le but de promouvoir cette filière et de la rendre plus attractive pour les investisseurs, tout en exploitant au mieux les technologies de l'intelligence artificielle dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. Une maquette de ce projet intelligent, visant la couverture des besoins du marché local, tout en étant au diapason des évolutions en cours dans le domaine du numérique, à l'échelle mondiale, a été présentée par ses promoteurs, les étudiants Sabi Youcef et Bouazdia Mustapha, au pôle universitaire d'Ouled Farès, dans le cadre de la Semaine universitaire de l'intelligence artificielle, ouverte dimanche dernier. "L'idée de cet incubateur de volaille a été dictée par la situation de cette filière, enregistrant souvent d'importantes pertes en raison du manque du savoir faire des éleveurs et de leur mauvaise maîtrise des conditions requises pour réussir dans ce domaine", a estimé l'étudiant Sabi Youcef.

Ce projet vise l'exploitation des technologies de l'intelligence artificielle dans le suivi du développement des poussins, tout en lançant des alertes aux éleveurs, en cas de détection d'une maladie, a-t-il ajouté. L'autre avantage de cet incubateur est son réglage automatique selon les températures requises (chaleur et froid), et partant la réduction de la marge de pertes à moins de 20 %, contre une moyenne de 30 %, actuellement. Quant à l'étudiant Mustapha Bouazdia, il a souligné l'importance de ce projet au double plan investissement et environnement, mais aussi sa contribution à la qualité du produit et à la préservation de la santé du consommateur, considérant que cette technologie fournit des données exactes sur la quantités des fourrages, des protéines et des vaccins utilisés pour la croissance des volailles et des oiseaux. Après avoir assuré leur disponibilité à œuvrer au développement de ce prototype de projet et d'y apporter des modifications si nécessaire, les deux étudiants Youcef et Mustapha ont exprimé leur souhait d'une mise en œuvre prochaine de leur projet, ceci d'autant plus que la wilaya de Chlef

compte un nombre considérable d'éleveurs, en plus de l'intérêt croissant pour les oiseaux d'ornement. A son tour, le doyen de la faculté d'informatique et des sciences exactes de l'université Hassiba Ben Bouali, le Pr. Mounir Taher Abbas a loué ce projet considéré comme un "archétype des capacités des compétences locales et des étudiants algériens, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle". Il a, à ce titre, appelé à l'accompagnement et au soutien de ce type de projets, par les investisseurs et les autorités locales, tout en saluant la forte participation des étudiants à cette Semaine universitaire de l'intelligence artificielle, organisée à l'occasion de la Journée du Savoir (16 avril). Une série de conférences et d'ateliers scientifiques au profit des étudiants, sont portées au programme de cette manifestation scientifique, qui se poursuivra jusqu'à mardi soir, en plus de la tenue d'un salon du livre et la présentation des projets et réalisations de diplômés universitaires dans le domaine de l'intelligence artificielle.

R E.

MINES

**Entrée en service
prochaine de
plusieurs unités de
transformation**

Le groupe Manadjim El-Djazair (Manal) a engagé la réalisation de plusieurs unités de transformation dans le cadre de la stratégie de valorisation des produits miniers dont certaines entreront en service les prochains jours, a fait savoir lundi à Alger le président directeur général (PDG) du groupe, Mohamed Sakhr Harami. Invité du Forum de la radio nationale Chaîne 1, M. Harami a précisé que "la stratégie adoptée par le ministère de l'Energie consiste à exporter les matières minières valorisées, ainsi que la réalisation d'usines à cet effet". "Nous avons entamé, au niveau du groupe, la réalisation de plusieurs usines de transformation, dont certaines entreront en service les prochains jours", a-t-il poursuivi.

Il a rappelé, dans ce sens, les usines de bentonite à Meghnia (Tlemcen), de carbonate à Sig (Mascara) et à El Kheroub, outre l'unité de production de feldspath à Annaba et de dolomite (Oum El Bouaghi) un des composants du fer. Ces usines qui sont au dernier stade de réalisation et dont certaines seront entrées en service contribueront à assurer la disponibilité des matières premières nécessaires à l'industrie dans plusieurs secteurs.

Evokant le projet de Gara Djebilet de Tindouf, le PDG de l'Entreprise nationale de fer et de l'acier (Ferral), Ahmed Benabbas, a rappelé à son tour, l'accord conclu jeudi passé avec le complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua à Oran, portant sur le lancement d'une unité de production de concentré de minerai de fer dans la wilaya de Bechar. L'accord énonce les mesures à entreprendre pour la création d'une joint-venture Ferral-Tosyali au mois de septembre, tout en garantissant les conditions afin que la société débute directement la réalisation de la première usine qui sera dans la wilaya de Béchar.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Des propositions pour booster l'investissement

Le Consultant international en investissement industriel, en l'occurrence Mohamed Sayoud a fait savoir que des milliers d'investisseurs Algériens, de la Diaspora et des étrangers (IDE) qui veulent investir et produire en Algérie. Une nouvelle loi sur l'investissement est déjà en vigueur, mais non encore opérationnelle sur le terrain.

Par Sirine R

« Il reste le soucis de l'octroi du foncier industriel. Vu qu'il n'y a que 100 000 lots de terrains ? Qui peut avoir un terrain ? Logiquement il y aura des sélections !!! ». Suite à cela, le consultant s'interroge sur la manière avec laquelle le foncier sera octroyé : « Est ce que l'octroi d'un foncier nécessite un test / un concours / une sélection ? »

Et de préciser : « logiquement c'est non, car tout investisseur peut contribuer à l'essor du développement économique de notre pays, générateur de richesse et d'emplois et ça permet d'avoir une complémentarité et d'encourager la sous-traitance ». Est ce qu'ailleurs on sélectionne les investisseurs ??? Je dirai que non, poursuit-t-il. Pour le consultant en investissement et fondateur du Cabinet de conseils et d'études en investissement Sarl Invest Design Consulting, « l'investisseur doit être maître à bord et c'est lui qui juge que son projet est fiable / rentable ou pas, car ce sont ses moyens financiers et c'est son courage d'en-

treprendre afin de créer les emplois et la richesse ». En d'autres termes, ce n'est à l'administration de juger son investissement. Pour Mohamed Sayoud, « l'unique solution de libérer l'investissement pour tout investisseurs que ce soit Algériens, nos compatriotes issus de la Diaspora et les IDE (investisseurs étrangers), c'est d'opter rapidement pour la construction des zones industrielles clés en mains avec hangars prêts pour la location avec paiement mensuel du loyer comme partout dans le monde ». Ceci permettra aux nouveaux investissements de démarrer rapidement leurs projets en plaçant juste leurs machines ou lignes de production et commencer de suite la production, ce qui va booster la productivité et la croissance économique. Les résultats seront visibles rapidement, à savoir générer des centaines de milliers, voir des millions d'emplois, la création de la richesse et garantir une croissance économique rapide pour avoir une économie et une monnaie forte, explique-t-il. Pour les projets dans les domaines spécifiques où ceux qui font l'ex-

tension, indique-t-il, ils peuvent effectuer les demandes pour l'octroi du foncier industriel. « Cette vision stratégique à court terme va nous permettre d'exporter pour plus de 15 milliards USD par an hors hydrocarbures et réduire l'importation de plus que 5 milliards USD par an. Le facteur temps est très important pour l'évolution économique de notre cher Pays », conclut-il. La loi de finances 2023 et celle de l'investissement ont consacré, faut-il rappeler, des mesures incitatives à la promotion de l'investissement productif, notamment pour la création de zones industrielles. Aussi, une agence nationale du foncier économique devrait prochainement voir le jour avec pour objectif d'instaurer une meilleure gestion du patrimoine foncier et de fixer de nouvelles modalités d'accès aux zones dédiées aux activités industrielles. Afin de dynamiser l'investissement et améliorer l'attractivité du marché local, les pouvoirs publics comptent ainsi mettre à la disposition des opérateurs économiques nationaux ou étrangers des as-

siettes foncières dans des zones raccordées au gaz et à l'électricité et équipées de toutes les conditions nécessaires au bon déroulement de leurs activités industrielles. Il convient de noter, par ailleurs, que le ministère de l'Industrie avait lancé, il y a quelque temps, une opération d'assainissement des zones industrielles et des zones d'activité. Celle-ci s'est soldée par la récupération de plus de 2.000 hectares de foncier inexploité. De son côté, l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref) a été chargée d'aménager 6 nouvelles zones industrielles en procédant notamment à leur raccordement aux différents réseaux (électricité, eau, télécommunication). Les zones dont les travaux ont considérablement avancé sont celles d'El Kseur (Bejaïa), de Loubatache (Boumerdes) et de Ouled Bendamou (Tlemcen). Selon le ministère de l'Industrie, 44 autres zones seront réceptionnées prochainement et seront placées sous l'autorité des walis, dans le cadre du programme national de développement de l'investissement.

FORUM JURIDIQUE DES BRICS+

L'Algérie, parmi les pays invités

L'adhésion de l'Algérie au groupe du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se précise. En effet, l'Algérie participera en décembre prochain au forum juridique en comité élargi, organisé par les Brics dans le cadre de leur coopération qui ne cesse de s'élargir. Une première dans les annales du Brics. Les pays du groupe se sont entendus pour organiser un forum juridique en Afrique du Sud en décembre, a révélé aux journalistes à New Delhi Alexei Klitchine, le président de la commission chargée des questions juridiques des processus d'intégration contemporains avec la participation de la Russie. Outre, les cinq membres constitutifs du groupe, l'Algérie participera à ce Forum aux côtés d'une quinzaine de pays invité dont l'Argentine, le Cambodge, l'Égypte, l'Éthiopie, Fiji, l'Indonésie, l'Iran, le Kazakhstan, la Malaisie, l'Ouzbékistan le Sénégal et la Thaïlande. La Tunisie et l'Arabie saoudite ont exprimé leur volonté d'adhérer à ce groupe de pays en développement. A l'ordre du jour du Forum, l'examen de la création d'un mécanisme de résolution des problèmes juridiques en lien avec la Banque des BRICS, appelée Nouvelle Banque de développement. « Le prochain sommet des BRICS en Afrique du Sud en août

devrait réunir tous les chefs d'État membres (de l'organisation) », a déclaré le porte-parole du président sud-africain Vincent Magwenya lors d'un point de presse à Johannesburg. Le 15e Sommet des BRICS se tiendra du 22 au 24 août prochain à Durban. Par ailleurs, l'Ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, Valerian Shuvaev, a exprimé la volonté de son pays d'approfondir les liens politiques, économiques et culturels avec l'Algérie. Le diplomate a précisé, lors de sa rencontre avec le Secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, que « l'Algérie est un grand ami de la Russie et un partenaire fiable qui jouit du respect au sein de la communauté internationale ». Aussi, a-t-il mis en avant la nécessité de rechercher de nouveaux horizons de coopération et d'investissement dans les domaines militaire et énergétique. Expriment les aspirations communes des deux pays pour un monde multipolaire, plus juste et plus démocratique, le diplomate a plaidé pour le renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale dans les foras internationales enceintes internationales, et pour une coordination continue et fructueuse au sein de "TOPEP + " et du

Forum des pays exportateurs de gaz, afin de stabiliser le marché mondial de l'énergie, dans une approche qui assure l'équilibre des intérêts des producteurs et des consommateurs. Le diplomate russe a également salué la position équilibrée et indépendante de l'Algérie concernant le conflit russo-ukrainien, réitérant le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie à l'organisation "BRICS", ainsi que la convergence de vues entre les deux pays sur de nombreux dossiers régionaux et internationaux, notamment le respect de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, ainsi que le soutien au droit des peuples à l'autodétermination, selon le communiqué de l'ANR. De son côté, Belkacem Sahli a souligné la promotion du dialogue politique intensif entre les deux pays au niveau d'un partenariat stratégique approfondi, et l'encouragement de la coopération économique et commerciale, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'agriculture, de l'éducation, en plus des échanges culturels et artistiques. Belkacem Sahli a également appelé à intensifier l'organisation de journées culturelles en Algérie et en Russie.

synthèse R/E/Agence

IL A INSPECTÉ PLUSIEURS PROJETS

Le ministre de l'Energie en visite dans la wilaya de Jijel

Le ministre de l'Energie et des Mines a entamé hier mardi une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Jijel. Accompagné d'une forte délégation comprenant les directeurs généraux du Groupe Sonelgaz, de l'entreprise Naftal et de l'Autorité de régulation des hydrocarbures et de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz, le ministre a entendu des exposés sur les capacités, les perspectives de développement, ainsi que les obstacles au développement des projets du secteur de l'énergie et des mines, présentés par le Directeur de l'Energie et des Mines de la wilaya de Jijel. Dans son exposé, le directeur de wilaya a mis l'accent sur plusieurs points

importants, notamment la production et la distribution d'électricité et de gaz, le stockage et la distribution des ressources pétrolières, à l'instar de la mise en place d'un centre de stockage de kérosène au niveau de l'aéroport Ferhat Abbas de Jijel. Le même responsable a présenté un exposé détaillé sur l'activité minière et les ressources minières que regorge la wilaya de Jijel ainsi que les perspectives de développement du secteur. La wilaya de Jijel enregistre un taux de couverture de 92% pour l'électricité et de 79% pour le gaz. Elle dispose également de 32 stations multiservices et d'un centre de stockage de carburant d'une capacité de 2 300 m3, qui garantit une autonomie de 7 jours. A

cette occasion, le ministre de l'Energie et des Mines a souligné les grands efforts de l'Etat dans le domaine de l'interconnexion énergétique de la wilaya, considérant Jijel comme un pôle important pour l'industrie et l'agriculture dans le pays, du fait qu'elle dispose d'importantes installations, comme le port de Djen Djen, et la zone industrielle de Bellara. Il a également indiqué que le secteur continue d'incarner d'importants projets dans le domaine de l'électricité, du gaz, de l'énergie solaire, des produits pétroliers, des mines, ainsi que du dessalement de l'eau de mer.

R.E.

PERMANENCE AÏD EL FITR Prés de 50 000 commerçants mobilisés

A quelques jours de l'Aïd, tout le monde est sur le point pour que ces deux jours de congé se passent le mieux possible. Près de 50.000 commerçants seront réquisitionnés à travers l'ensemble du territoire national pour assurer la permanence de l'Aïd el Fitr, a annoncé le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations dans un communiqué.

Par Reda Hadi

Dans le cadre du programme des permanences visant à assurer aux citoyens un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation, 49.853 commerçants ont été réquisitionnés dont 6250 activant dans la boulangerie, 28.458 dans l'alimentation générale, fruits et légumes, 14.682 dans des activités diverses et 482 unités de production (230 laiteries, 206 minoteries et 46 unités de production d'eaux minérales), précise la même source.

En outre, 2.265 agents de contrôle ont été affectés à travers l'ensemble du territoire national pour le suivi de la mise en œuvre du programme des permanences. Cette année, la nouveauté est que la permanence concerne aussi la mobilisation des vulca-

nisateurs et des mécaniciens ambulants pour apporter assistance aux citoyens. Une plateforme numérisée, appelée CNRC-ambulante, du Centre national du registre du commerce où les vulcanisateurs et mécaniciens ambulants, liés à cette plate-forme, peuvent intervenir à tout moment à la demande des citoyens pour le dépannage ou de la maintenance.

Par ailleurs, le contrôle des autres activités liées à l'alimentation générale se poursuit par la mobilisation de quelque 2047 agents de contrôle, répartis sur les deux jours fériés de l'Aïd. Le nombre d'agents mobilisés passe à 2407 membres pour contrer les commerçants qui ne respectent pas le calendrier des permanences de l'Aïd », indique à la Chaîne 3 le Directeur général de la régulation et des activités commerciales au ministère du Commerce. Ce système de permanence pour son application d'une manière efficiente prévoit un cadre de

surveillance et des sanctions contre les contrevenants. Ces contrevenants, déclare-t-il, seront exposés à des sanctions telles qu'édictees par la loi 04/08 modifiée et complétée notamment dans son article 41 bis qui peuvent aller à une amende entre 30.000 DA et 200.000 DA, ainsi qu'une fermeture d'un mois du local comme une sanction administrative.

Comme chaque année aussi, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis en place un plan sécuritaire et préventif à l'occasion de l'Aïd El Fitr en vue de garantir la sécurité des citoyens et de leurs biens, a indiqué un communiqué de ces services.

Le plan prévoit plusieurs missions confiées aux services opérationnels à travers la mise en place des différents dispositifs de sécurité à l'image "des patrouilles pédestres et motorisées au niveau des lieux à forte affluence les deux jours de l'Aïd, à savoir les mosquées, les

gares de transport public, les places publiques, les cimetières, les marchés", lit-on dans le communiqué.

La Sntf ne sera pas en reste aussi, puisque notre société de transport a élaboré aussi un programme spécial Aid El Fitr. D'autres parts, le ministère du Commerce a invité les opérateurs économiques réquisitionnés "à contribuer massivement à la réussite de cette opération". Il a également informé les commerçants de l'obligation de procéder après l'Aïd el Fitr à la reprise des activités commerciales et à la réouverture de leurs magasins conformément aux dispositions régissant les congés durant les fêtes légales et religieuses. Le programme des permanences intervient en application des dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 modifiant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, rappelle la même source.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

367 opérations de saisie durant le 1^{er} trimestre 2023

Les services des Douanes algériennes ont mené 367 opérations de saisie à travers l'ensemble du territoire national dans le cadre de la lutte contre la contrebande durant le 1^{er} trimestre 2023, a appris l'APS auprès de la Direction générale des douanes.

Selon les données des douanes relatives à la lutte contre la contrebande, 367 opérations de saisie de marchandises ont eu lieu durant la période allant du 1^{er} au 31 mars pour un montant global de 1,119 milliards DA, alors que la valeur des amendes induites par ces crimes économiques est estimée à 11,991 milliards de dinars.

Parmi les véhicules utilisés lors des tentatives de contrebande déjouées par les services des douanes, 149 véhicules, 25 camions, 3 tracteurs, 7 mobylettes et 29 ânes, a indiqué la même source, ajoutant que 407 individus sont impliqués dans ces opérations.

Concernant la nature des objets saisis, la direction générale des douanes a indiqué qu'il s'agit essentiellement de drogues, comprimés psychotropes, tabac et cigarettes, carburant, pétards, boissons alcooliques, devises, métaux précieux, armes et munitions, outre les produits alimentaires subventionnés et de large consommation et les véhicules. Les services des douanes ont saisi durant les trois premiers mois 2023, plus de 1,9 tonnes de kif traité et plus de 770.000 tonnes de comprimés psychotropes et près de 14 kg de drogues dures et 8,5 kg de Bango.

Saisie de 46.000 litres d'huile et près de 840 tonnes de semoule et de farine

En ce qui concerne le tabac, les produits dérivés et les boissons alcoolisées, le bilan fait état de la saisie de 24.377 cartouches de cigarettes, 11.049 kg et 5 672 cartouches de tabac à priser, 22 066 unités et 2 720 litres de boissons alcoolisées.

S'agissant des métaux précieux et des devises, les douanes ont saisi 344,7 g d'or, 132.480 euros, 14.200 dollars américains, 43.000 dinars tunisiens et 30 000 riyals saoudiens.

Pour les produits alimentaires notamment les produits subventionnés et de large consommation, 3 834 kg de pâtes alimentaires, 6282 kg de différents fruits, 836260 kg de semoule et de farine, 46050 litres d'huile de table et 612.520 kg de sucre ont été saisis, selon le même bilan.

En outre, 27 625 litres de carburant, 91 349 unités de pétards et de produits pyrotechniques, 31 674 unités de vêtements et chaussures divers, 2.377 kg de vêtements usagés ont été saisis, ainsi que des médicaments, des produits cosmétiques, des moteurs et des pièces de rechange utilisées, des armes, des munitions, des téléphones portables et leurs accessoires et autres.

La Direction a estimé que "ces chiffres reflètent les efforts inlassables des agents des douanes, et leur pleine mobilisation afin d'accomplir les missions qui leur sont confiées, pour protéger l'économie nationale, en renforçant les mécanismes de contrôle et les programmes d'intervention sur le terrain pour faire face à toutes les tentatives de contrebande" et la criminalité transfrontalière sur l'ensemble du territoire national, ainsi que la coordination de programmes d'intervention conjoints avec les différents corps de sécurité, notamment l'institution militaire".

R E

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR-NUMÉRISATION

Signature d'une convention de coopération

Une convention dans les domaines de la formation, du développement technologique, de la recherche scientifique et de la valorisation de ses résultats, a été signée mardi à Alger, entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Numérisation et des Statistiques. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Benmoulood, ont signé cette convention au siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

scientifique. S'exprimant à cette occasion, M. Baddari a indiqué la convention signée porte sur "deux volets principaux, le 1^{er} ayant trait à la formation dans le domaine du recensement et de la numérisation, tandis que le 2^e concerne l'accompagnement du ministère de la Numérisation et des Statistiques dans la concrétisation de sa stratégie de numérisation des différents secteurs ministériels".

"Sur la base de la convention, il sera procédé à la mise des moyens humains à la disposition du ministère de la Numérisation et des Statistiques, en

vue d'apporter les solutions requises par cette stratégie", a-t-il expliqué avant d'indiquer que son secteur a achevé l'opération de "numérisation de toutes les activités relatives à la gouvernance, à la formation, à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, grâce à un système d'information intégré". Selon M. Baddari, le système d'information intégré du secteur de l'Enseignement supérieur enregistre "les dossiers de 1.700.000 étudiants, de 64.000 enseignants et de plus de 100.000 fonctionnaires et travailleurs dans différentes activités, ce qui l'érige en un

secteur électronique par excellence".

A son tour, Mme Benmoulood a affirmé que cette convention, a pour objet, de mettre en place "des cadres de coopération entre les deux secteurs dans les domaines de la formation et du développement technologique, en vue de consolider la ressource humaine qui se veut le pilier essentiel à l'effet de développer l'infrastructure relative à la numérisation", en sus de "renforcer le rôle de l'université dans l'instauration du système national du recensement".

R E.

INVESTISSEMENT A MILA

Remise de 6 autorisations exceptionnelles d'exploitation

Six (6) autorisations exceptionnelles d'exploitation ont été remises mardi à Chelghoum Laïd (Sud de Mila) à des projets d'investissement privés dans plusieurs communes de la wilaya. Remises au cours d'une cérémonie tenue à l'usine de pâtes alimentaires "El Sanouba" située dans la zone industrielle de Chelghoum Laïd, ces autorisations concernent des projets dans les secteurs du bâtiment et de l'agroalimentaire implantés dans

les communes de Chelghoum Laïd, Tadjenanet, Mechira et Ferdjoua. L'occasion a donné lieu également à la remise de sept (7) arrêtés d'amendement à des attributaires de lots dans la nouvelle zone industrielle chahid Tounsi Nasri de Chelghoum Laïd ainsi que de deux (2) actes de concession de foncier industriel dans la même zone.

Selon le directeur de wilaya de l'industrie, Brahim Boulegroune, ces investissements permettront de

générer plus de 760 postes d'emploi et de consolider le tissu industriel de la wilaya.

Dans une déclaration à la presse, le wali Mostefa Koreich qui a présidé cette cérémonie a indiqué que cette opération est la huitième du genre et s'inscrit dans le cadre des efforts visant à lever les entraves rencontrées par les projets d'investissement en difficulté.

Il a également assuré que ce travail est poursuivi par l'étude les autres dossiers

déposés à la commission concernée pour permettre la concrétisation des divers investissements.

Le chef de l'exécutif local a affirmé que les services de wilaya ont commencé à adresser les mises en demeure aux investisseurs qui n'ont pas concrétisé leurs projets dans le but de relancer les projets en retard ou de récupérer le foncier industriel et le réattribuer à des investisseurs sérieux.

R E.

RAFFINERIE DE SUCRE DE BOUMERDÈS

Plus de 70% d'avancement des travaux

Le taux d'avancement des travaux de réalisation de la raffinerie de sucre de Larbaâtache à l'Ouest de Boumerdès, est estimé à plus de 70%, a-t-on appris, dimanche, des gestionnaires du projet.

"Le chantier de réalisation de la raffinerie de sucre a dépassé les 70%, et il sera livré avant fin 2023", selon l'exposé présenté, hier samedi, lors d'une visite sur site, à une délégation de représentants de plusieurs ministères, chargée du suivi des travaux de ce projet, en compagnie du wali, Yahia Yahiatene.

Selon le même exposé, les travaux de réalisation de l'usine occupant une superficie de 14 ha, ont été relancés après son acquisition par le Holding public Management et Développement des Actifs et des Ressources "MADAR".

La capacité de production prévisionnelle de cette raffinerie est de 2.000 tonnes/jour de différents types de sucre, avec à la clé, la création de 1.200 emplois, dont 550 emplois directs et 650 autres indirects.

Sa réalisation s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par l'Etat pour consacrer l'autosuffisance en sucre, avec la perspective de passer à l'exportation du surplus de production, selon la même source.

Concernant l'approvisionnement de l'usine en matière première, le Holding "MADAR" a réalisé des essais "concluants" dans le Sud du pays, grâce à la culture de la betterave sucrière, qui en plus de constituer la matière première pour le sucre, servira à la production de fourrages pour bétail et certains types d'alcool, selon les mêmes explications fournies sur site. A l'issue de la visite, la délégation hôte, accompagnée du wali et des gestionnaires du projet, ont tenu une séance de travail, durant laquelle ont été abordées nombre de préoccupations liées, entre autres, aux opérations de raccordement de la raffinerie aux réseaux divers (eau, gaz, électricité, assainissement et fibre optique), outre l'examen des opérations d'élaboration du statut juridique de l'entreprise propriétaire de l'usine.

HYDRAULIQUE

Hâter la réalisation des projets de raccordement des oasis aux forages agricoles

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé lundi à Biskra la nécessité de "hâter la réalisation des projets de raccordement des oasis de palmiers-dattiers aux sources de l'hydraulique agricole".

Après avoir su3ivi un exposé sur son secteur dans la wilaya de Biskra, le ministre a indiqué que son département ministériel œuvre à "réduire les délais de réalisation des projets de raccordement des oasis de palmiers-dattiers aux sources de l'hydraulique agricole particulièrement les forages". M. Derbal a affirmé la nécessité de "mobiliser leau en tant que facteur accompagnant les projets d'investissement agricole", relevant que la wilaya a bénéficié de 14 forages agricoles dont 10 profonds actuellement en voie d'être raccordés aux oasis de palmiers-dattiers sous

l'égide de l'Office national d'irrigation et de drainage. Le ministre a insisté sur l'importance de faciliter les procédures administratives et d'accélérer l'exécution des projets, soulignant que la mobilisation de l'eau potable pour la wilaya de Biskra "constitue une priorité pour son département ministériel au côté de la rénovation des réseaux d'assainissement et plusieurs projets sont en cours de réalisation dans ce domaine". Pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, M. Derbal a rappelé que des opérations en cours portent ainsi sur le fonçage de quatre nouveaux forages afin de mobi-

liser des quantités supplémentaires de près de 20 litres/seconde, considérant que la distribution de cette denrée vitale doit être effectuée d'une manière équitable. Il a également considéré que l'amélioration du service public de distribution de l'eau est assurée dans la wilaya de Biskra par l'Algérienne des eaux (ADE), affirmant qu'une coordination est en cours entre son département ministériel et les deux ministères de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire et des Finances pour aplanir les difficultés rencontrés par l'ADE dont l'exécution de ses missions.

M. Derbal a inspecté durant le premier jour de sa visite dans la wilaya de Biskra le projet de réhabilitation des oasis de la commune d'El Kantara par la réalisation de trois forages et d'un canal d'irrigation. Il devra assister dans la soirée à la célébration de Leïlet El Kadr (27ème jour du Ramadhan) à la mosquée cheikh Ahmed Meghzi Bekhouche avant de se rendre mardi vers la commune d'El Hadjeb pour mettre en service un château d'eau et inspecter un projet d'hydraulique agricole dans la commune de Foughala.

SIDI BEL ABBES:

visite guidée des représentants des médias à l'Ecole des cadres de l'infanterie chahid Bentayeb Mohamed

Une visite guidée a été organisée lundi à l'Ecole des cadres de l'infanterie chahid Bentayeb Mohamed dit Si Abdelkrim de Sidi Bel Abbès (2e Région Militaire) au profit des représentants de la presse nationale. Cette visite entre dans le cadre du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) visant à faire connaître l'Ecole et permettre aux médias de s'enquérir de visu du niveau de formation et des spécialités dispensées et ce, dans le cadre des liens de communication et de consolidation de la relation entre l'ANP et les médias nationaux, ainsi que le renforcement

du lien Armée-Nation, a indiqué, dans son allocution d'ouverture le commandant de l'Ecole, le général Rim Touhami. Les représentants des médias ont suivi un exposé traitant des étapes que l'Ecole des cadres de l'Infanterie a traversé, du niveau de formation théorique et pratique des étudiants stagiaires, en plus des capacités matérielles et des qualifications humaines dont regorge l'Ecole, avec la projection d'un reportage sur le quotidien de l'étudiant. Les représentants des médias ont également reçu des explications détaillées de la part des cadres de l'école sur les structures et les installations qui sont

misés à leur disposition et réparties entre les aspects pédagogiques, les équipements, les armes et les véhicules de combat désignés pour la formation des étudiants. A noter que l'Ecole des cadres de l'Infanterie Chahid Bentayeb Mohamed, dit Si Abdelkrim de Sidi Bel Abbès, assure la formation des étudiants officiers du service national, la formation spécialisée au profit des sous-officiers contractuels et la formation des élèves issus de ce grade. Au cours de cette visite, les professionnels des médias ont été informés des équipements pédagogiques et d'enseignement mis à la disposition des sta-

giaires, notamment les simulateurs de tir, de conduite, la salle d'ingénierie, de transmission, de tactique, d'équipement électrique des véhicules BTR, le Laboratoire d'apprentissage soutenu par l'outil informatique, entre autres. A la fin de la visite, un exercice de Kouksoul a été réalisé par les étudiants en formation, reflétant le niveau de formation qualitative dispensée par cette école qui a été créée durant la glorieuse guerre de libération en 1957 dans la Wilaya I historique, passant par plusieurs étapes. En 1990, elle a été transférée à Sidi Bel Abbès, dans la 2ème Région militaire.

COMPLEXE SIDER EL HADJAR D'ANNABA

Une Visite Nocturne Et Inopinée...

Le Président-Directeur Général (P.-D.G.) de Sider El Hadjar, accompagné d'un groupe de cadres de l'usine, a visité, dans la soirée d'avant-hier, dimanche 16 avril, plus précisément à l'issue des prières « tarawih », plusieurs ateliers de production. Ceci a concerné les unités de Préparation Matière et Aggloméré (PMA) et de frittage des matières premières, du Laminoin A Chaud (LAC) et de production d'oxygène (COEx) et enfin, la direction de la Sécurité et de la sûreté au travail (casernes des pompiers). Cette visite a été une occasion pour le collectif des gestionnaires du complexe sidérurgique d'El Hadjar et les travailleurs d'échanger leurs points de vue. Il s'agissait aussi de discuter des conditions actuelles de l'entreprise travail et surtout sur les objectifs en matière de déve-

loppement et de production tracés par l'institution. Selon la cellule de communication de Sider El Hadjar, ce qu'il faut noter de cette action, devenue une tradition de l'usine, c'est l'approbation des métallurgiques, sachant que, précise-t-on de même source, cette initiative a ciblé des domaines variés, entre autres, bien-être, cohésion, amélioration des conditions de travail. Il en va de même pour la prise de conscience tangible des travailleurs, qui ont insisté sur la nécessité d'aller en avant pour remettre l'entreprise sur la rampe du lancement de ce fleuron de l'industrie sidérurgique algérienne, qui fait la fierté de la région. Par ailleurs, nous apprenons que dans le but d'atteindre les objectifs tracés par la division Four à Chaux (FAC), concernant l'augmentation du volume de production ainsi que celui

des ventes et pour satisfaire les clients, des améliorations sur la conception des installations viennent d'être réalisées. Elles ont été effectuées par une équipe de techniciens, dans l'objectif de changer l'emballage de la chaux éteinte. Ceci, explique-t-on, grâce à un procédé consistant à changer des anciens sacs en papier kraft ordinaire par des sacs d'emballage en papier kraft avec une couche de polyéthylène. Le but est de protéger le produit contre l'effet de l'humidité et de la modification, à la fois, sur le volume de ces sacs avec une nouvelle contenance de vingt kilos au lieu de 28 (selon le choix des clients) et du volume des « Big-Bag » contenant la chaux éteinte, variant de 800 kilos à une tonne.

Comment développer une finance verte dans les pays émergents ?

Des initiatives, promues notamment par le FMI et la Banque mondiale, tentent de stimuler les appétits des investisseurs privés pour les « green bonds ». Par Delphine Lahet, Université de Bordeaux

Par Delphine Lahet(*)

Lors de l'ouverture du forum Cartac en février 2023, Tobias Adrian, conseiller financier au Fonds monétaire international (FMI) et directeur du département Monnaie et marchés financiers, déclarait : « Le changement climatique sera, selon moi, probablement l'un des principaux défis macroéconomiques, financiers et de politique de dette auxquels les pays membres du FMI devront faire face au cours des prochaines décennies. Pour relever ce défi, il faudra une augmentation massive et sans précédent des investissements mondiaux en faveur de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets. La bonne nouvelle, c'est qu'au rythme actuel de 630 milliards de dollars par an, cette montée en puissance a déjà commencé. »

Les pays émergents sont directement concernés par ces défis pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations unies. Dans des publications récentes du FMI, différentes caractéristiques et enjeux du marché des « green bonds » des pays émergents sont mis en perspectives. Il s'agit d'obligations, d'emprunts donc, émis sur les marchés dans l'objectif de financer un projet contribuant à la transition écologique.

Une photographie du paysage
Beaucoup de pays émergents n'ayant pas les marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour investir dans la transition énergétique, les investisseurs privés semblent avoir un rôle important à jouer. Depuis le premier « green bond » émis par la Pologne en 2016, le mécanisme s'est bien développé. Rohit Goel, Deepali Gautam, and Fabio Natalucci du FMI indiquent dans une publication récente que l'année 2021 a représenté un tournant en la matière. Au total, les émissions par les

pays émergents ont culminé à 103 milliards de dollars en 2021, soit 2,5 fois la moyenne des cinq années précédentes. La Chine est un acteur fondamental de ce marché, second émetteur sur ce segment en pourcentage de son PIB (un peu moins de 2 %) derrière le Chili (près de 4 %).

Elles se font essentiellement en dollar, en euro ou en yuan. En 2021, la Chine a beaucoup émis en dollar, même si, et ce depuis 2014, la part en monnaie locale reste la plus importante. L'Inde, l'Indonésie, le Brésil, le Chili, le Pérou et le Mexique sont aussi de gros émetteurs en dollar. La Malaisie, la Colombie et l'Afrique du Sud privilégient quant à elles la monnaie locale.

Dans certains pays, comme en Chine, les émissions par le secteur financier restent importantes. Sur une période récente néanmoins, la part des émissions par les autres secteurs a beaucoup augmenté. Les émissions souveraines ont en outre atteint une part de 60 % en 2019-2021 (contre 40 % en 2016-18).

Des initiatives pour doper les investissements

Les investisseurs, très sensibilisés à la transition énergétique, démontrent un appétit fort pour les « green bonds », ou plus largement pour les investissements à impact ESG (environnemental, social et de gouvernance). Ces actifs offrent aussi des rendements très importants, qui dépassent souvent les rendements des actifs de référence (depuis 2019, de 1,5 à 2,1 points de pourcentage supplémentaires). On retrouve en toile de fond une classification connue des déterminants des mouvements de capitaux. Il existe des facteurs dits Push ou extérieurs, parmi les lesquels le comportement des investisseurs, la recherche de diversification et de profit. On trouve également des facteurs Pull (nationaux) avec notamment les rendements proposés par les pays émergents, modulo les risques associés. Au-delà, on identifie les questions relatives à notre sujet : les projets verts des pays émergents ou leur volonté d'en développer peuvent-ils attirer durablement les capitaux étrangers ? Est-ce

un facteur pull crédible ? Les pays émergents ont-ils à long terme la capacité de mettre en place de tels projets ? Cela ne représente-t-il pas un risque ? Si à court terme les rendements des « green bonds » sont très élevés, ces enjeux de long terme restent primordiaux pour le maintien des investisseurs étrangers sur ce segment.

Des initiatives sont mises en place pour attirer les investissements. En 2018, la société Amundi, en lien avec la International Finance corporation, un partenaire de la Banque Mondiale, a par exemple créé un fonds d'obligations vertes émises dans plusieurs pays émergents. Amundi Planet Emerging Green One (tel est son nom) visait un investissement de l'ordre de deux milliards de dollars à la faveur des pays émergents et une plus grande diversification pour les investisseurs. Avec la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, un cadre de référence pour évaluer le niveau de réalisation par les émetteurs des objectifs de l'Accord de Paris a également été mis en place.

Regio - Real Economy Green Investment Opportunity - est le second fond après Amundi à proposer ce type d'investissements. Il est, lui, géré par HSBC Asset Management. Cela suffira-t-il néanmoins sur le long terme pour financer les projets verts ?

Approfondir les marchés de la dette

Les pays émergents font de plus en plus face à un dilemme : soutenir la croissance et la stabilité financière à court terme ou privilégier la croissance à long terme en intégrant les problématiques environnementales. Parmi les défis, les marchés de la dette en monnaie locale restent à développer comme nous l'indiquions dans un précédent article publié sur The Conversation. Deux raisons rendent compte des difficultés. Il y a d'une part l'incomplétude des marchés financiers, le manque d'instruments pour se couvrir des risques (risque emprunteur, risque de change) et des coûts de transaction élevés (ce sont les coûts annexes au prix du

titre). D'autre part, la faible qualité des institutions, l'instabilité macroéconomique, la forte volatilité du cours de change ou l'inflation élevée, par exemple, ne créent pas un contexte favorable aux investissements étrangers.

Le développement financier des marchés en général reste d'ailleurs parfois faible dans les pays émergents.

Les institutions multilatérales et les banques régionales de développement, comme l'Asian Development Bank, sont des catalyseurs de ces marchés en monnaies locales. En émettant elles-mêmes des titres en monnaie de pays émergents, elles participent à la diminution des risques et donc à l'attrait des investisseurs sur des actifs plus rémunérateurs. Ils deviennent plus nombreux, et par là même les marchés plus liquides. Elles réduisent aussi les coûts de transaction en apportant des conseils techniques aux émetteurs.

Un autre enjeu réside dans la divulgation de données de qualité. Comment savoir à quel point un produit financier ou les activités d'une entreprise s'avèrent verts ? Un certain niveau de confiance en la fiabilité des informations est nécessaire.

L'émetteur en sait plus que l'investisseur sur les conséquences climatiques des projets. Ce dernier se trouve ainsi dans une situation dite d'« asymétrie d'information ». Il a en outre besoin d'évaluer correctement le prix des actifs et les risques.

Cela peut jouer des tours aux pays émergents, alors que les agences de notation, comme JPMorgan ou Standard & Poor's, intègrent de plus en plus les scores ESG dans la détermination des ratings.

Le FMI considère en la matière qu'il a un rôle à jouer pour aider les pays à mettre en place un système d'information fiable sur la transition climatique et les actifs verts. La conditionnalité qui accompagne les facilités de crédit qu'il accorde aux pays en difficultés économiques pourra ainsi inclure des engagements en termes de politiques macroéconomiques pour le climat.

(*)Professeur en sciences économiques, BSE, Université de Bordeaux

MAURITANIE

Le premier ministre inaugure des places publiques à Nouakchott

Le Premier ministre, M. Mohamed Ould Bilal Mes-saoud, a supervisé, lundi après-midi, l'inauguration de trois places publiques dans la ville de Nouakchott : Place El Hadj Mahmoud Ba dans la moughataa du Ksar, Place Lehzam Ould Mayouf dans la moughataa de Riyad, et la place Bilal El- Weli, dans la moughataa de Tevragh-Zeina. Le coût total de ces trois places publiques s'élève à environ un milliard 400 millions MRO. Le Premier Ministre a été reçu à l'entrée de la place El-Hadj Mahmoud Ba, par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, le Wali Adjoint de Nouakchott Ouest, la Présidente de la Région de Nouakchott, le hakem de la moughataa du Ksar, l'Adjoint au Maire de la municipalité du Ksar et le directeur de l'2tablissement pour l'Exécution des travaux à l'aide de matériaux locaux. Visitant cette place publique, le Premier ministre a suivi des explications à ce sujet de la part du ministre de l'Habitat et du directeur général de l'entreprise avant de couper le ruban symbolique et de dévoiler la plaque commémorative des places inaugurées. La place El-Hadj Mahmoud Ba occupe une superficie de 10.000 m², et compte 2.000 de chaussée pavée de pierres locales, de carreaux de formes et de couleurs variées sur une superficie de 2.500, des espaces verts sur 1.500 m², un mur de protection, ainsi qu'environ 50 mâts d'éclairage, 30 unités de bancs et 3 fontaines télécommandées avec la technologie des jeux d'eau utilisée pour la première fois dans notre pays.

PRÉCARITÉ SOCIALE, SURENDETTEMENT, HYPERINFLATION, FAILLITE
Le Maroc au bord du gouffre

en témoignent le surendettement dans lequel baigne le royaume, l'hyperinflation et quelque 13.000 entreprises menacées de faire faillite en 2023.

Le Maroc est au bord du gouffre, avec une situation sociale et économique des plus précaires. En effet, le dernier indice d'insolvabilité d'Allianz Trade, un des leaders mondiaux des solutions d'assurance-crédit, révèle que 13.000 entreprises marocaines sont menacées de faire faillite en 2023 avec "une stagnation pour 2024". Selon ce rapport, le nombre d'entreprises susceptibles de déposer le bilan est supérieur de 5% à celui de 2022 (lui-même supérieur de 17% par rapport à l'année 2021) et 53% supérieur à celui de 2019. Cette tendance classe le Maroc en quatrième position des pays qui connaissent le plus grand nombre d'entreprises en situation de faillite dans le monde -après la Pologne, l'Espagne et la Hongrie-. Devant l'incapacité des autorités marocaines à faire face aux conséquences inhérentes à la crise sanitaire du Covid-19 ainsi qu'aux répercussions de la crise économique mondiale avec son corollaire (l'inflation dans les marchés internationaux induite par la crise en Ukraine), le nombre de petites et moyennes entreprises qui mettent les clés sous le paillason ne cesse d'augmenter depuis 2019 au royaume. Une tendance accélérée par l'augmentation des taux d'intérêts à 3% dans les banques marocaines, ce qui a ralenti le cours des investissements. De 6.260 en 2020, le nombre d'entreprises en faillite a atteint 10.552 en 2021 et 12.397 en 2022, pour se stabiliser cette année et l'année à venir à hauteur de 13.000.

Toujours selon le même rapport, 41% des entreprises ayant déclaré faillite se trouvent dans l'axe Dar El Beïda-Rabat-Tanger qui

compte le plus grand nombre d'entreprises au Maroc. Pour ce qui est des secteurs d'activité, 33% de ces entreprises activent dans le commerce, 21% dans l'immobilier et 15% dans les travaux publics. Autre mauvaise nouvelle pour le Makhzen, au début du mois courant, l'agence financière américaine "Fitch solution" a baissé ses prévisions de croissance économique pour le Maroc de 3,4% à 1,8% (soit près de moitié) au titre de l'année 2023. Une révision motivée par le ralentissement constaté de la croissance de 1,6% lors de la publication du PIB du 4e trimestre de l'année 2022.

Le Maroc, "un avion sans pilote"

Alors que le Makhzen poursuit sa lancée dans une dynamique éfrénée de contraction de prêts auprès de différentes institutions financières internationales, ce qui avait classé le Maroc en 5e position des pays les plus endettés du continent africain avec 65,41 milliards de dollars et que l'inflation a atteint en 2022, son plus haut niveau depuis trente ans, les longues absences du monarque de son royaume suscitent des interrogations dans les médias étrangers et compliquent encore davantage la situation de ses ouailles.

The Economist, le célèbre média britannique, a édité un long article à l'intitulé sans équivoque: "Le mystère du roi disparu du Maroc". Sous une trame d'intrigues de Palais cousue avec des histoires rocambolesques de bouderies royales, de favoritisme, de scandales, de passe-droits, de mœurs et d'amitiés sulfureuses, avec l'histoire des frères Azaitar qui a fait les choux gras des médias marocains et étrangers, l'hebdomadaire rappelle que Moha-

med VI "est plus qu'une figure de proue (dans le système politique marocain, NDLR). Il a le dernier mot sur toutes les questions d'importance". Une manière d'expliquer que l'absence du roi accentue les crises économiques et sociales qui secouent son pays.

"Nous sommes un avion sans pilote", selon des propos d'un officiel marocain, rapportés par le média. "Un ancien fonctionnaire estime que le roi était absent 200 jours l'année dernière", écrit encore The Economist. "Lorsque le Premier ministre espagnol est arrivé à Rabat début 2023 pour améliorer les liens entre les deux pays après une crise diplomatique concernant la Sahara occidental, le roi n'était pas là", constate le média.

Concluant sur un scénario des plus sombres pour le Maroc, motivé par les luttes menées par certaines factions à l'intérieur du Makhzen contre le roi et l'état d'ébullition dans lequel se trouve la rue marocaine, excédée par la cherté de la vie et les scandales de corruption des élites, The Economist écrit sans ambages: "Un coup d'Etat militaire contre le roi n'est pas impensable", ajoutant que "l'inconnue variable dans tous ces calculs est la dynamique dans la rue. Des milliers de personnes ont manifesté à la fin de l'année dans la capitale et se sont insurgées contre le despotisme et le coût élevé de la vie".

Et The Economist de terminer par ce cri de détresse d'une source marocaine: "On se sent comme sur un baril de poudre".

TUNISIE

Des faits et des chiffres

Les attentes de croissance pour le pays ont été revues à la baisse, passant de 1,6% à 1,3% pour 2023. La croissance économique pour 2024 devrait être de 1,9%, selon les projections du FMI. Les prévisions placent la Tunisie loin derrière la moyenne de la région du « Mena », dont les économies devraient enregistrer une croissance de 3,1% en 2023 et de 3,4% en 2024. La Tunisie est également en-dessous des prévisions pour le Maghreb, qui devrait connaître une amélioration de 4,4% de sa conjoncture en 2023 et de 3,4% en 2024. Aussi, la croissance économique de la Tunisie serait inférieure à la croissance moyenne des pays importateurs de pétrole, qui devraient enregistrer une progression de 2,7% en 2023 et de 4% en 2024. Le stock des devises ne couvre désormais que 93 jours d'importation en date du 13 avril, contre 123 jours à la même date de 2022, soit une chute de 30 jours d'importation. En valeur, les avoirs nets en devises se sont établis à 21.687 millions de dinars contre 22.974 millions de dinars une année auparavant, accusant ainsi une régression de 1.286 millions de dinars.

Le déficit commercial de la Tunisie s'est allégé à fin mars dernier pour s'établir à 3.846 millions de dinars, contre 4.369 millions durant le premier trimestre de l'année 2022, soit une amélioration de 12%. Ainsi, le taux de couverture a gagné 3,9 points par rapport à la même période de l'année 2022 pour s'établir à 80,2%.

Selon l'INS, les exportations ont augmenté de 10,9% durant le premier trimestre de l'année, (contre 26,2% en 2022) pour atteindre 15,6 milliards de dinars, contre 14 milliards de dinars durant le premier trimestre de l'année 2022. L'augmentation observée au

niveau des exportations a concerné les secteurs des industries mécaniques et électriques (+18,8%), des textiles, habillement et cuirs (+17,8%) et des industries agro-alimentaires (+8,2%).

« BH Bank » clôture l'année 2022 avec un résultat bénéficiaire qui a atteint 118,7 millions de dinars. L'activité de la BH Bank s'est caractérisée au terme du mois de décembre 2022 comparée à la fin de la même période de l'année précédente par l'augmentation de l'encours des créances sur la clientèle qui a atteint 10.730 MD, contre 9 818 MD à fin décembre 2021, soit une évolution de 9,3%. Les dépôts de la clientèle ont atteint 8.550 MD à fin décembre 2022, contre 7.782 MD une année auparavant. Les emprunts et ressources spéciales ont baissé de 15,5% pour atteindre 1.456 MD à fin décembre 2022. Les produits d'intérêts ont évolué de 98,9 MD, soit 12,2%, pour se situer à 908,6 MD au terme de l'exercice écoulé contre 809,7 MD en 2021. Les charges générales d'exploitation ont augmenté de 12,5% à 64,8 MD sur la période décembre 2021-décembre 2022. Les frais du personnel ont augmenté, sur la période, de 12,8%, pour atteindre 168,3 MD à fin décembre 2022. Aussi, le Produit Net Bancaire a évolué sur la période de 9,7% en culminant à 624,6 MD.

Le service de la dette extérieure cumulé a atteint, au 10 avril, 2.612,9 MD, contre 2144,1 MD durant la même période de l'année dernière. Cette hausse est synonyme des maux d'une économie qui tarde à se réformer et dont les moteurs de la croissance ne sont pas performants. Les recettes touristiques et les revenus du travail cumulés sauvent la partie, avec un apport supplémentaire de 554,4 MD par rapport à la même période de 2022.

PÊCHE

20% des poissons pêchés illégalement dans le monde proviennent de six pays d'Afrique de l'Ouest

Les chalutiers chinois profitent de la faiblesse des Etats dans de nombreux pays du continent pour racle illégalement les fonds marins. Un désastre tant économique qu'écologique face auquel les gouvernements africains sont impuissants en raison de leurs moyens de surveillance limités ou du fait de leur dépendance aux financements de Pékin.

Environ 20 % des poissons pêchés illégalement dans le monde proviennent des eaux territoriales de six pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée et la Sierra Leone, selon un rapport publié le 17 janvier dernier par Investigative Journalism Reportika (Ij-Reportika), un réseau international de journalisme d'investigation.

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) pénalise non seulement les économies de ces pays, mais aussi la pêche artisanale et les millions de familles qui en vivent. Dans les six pays ouest-africains dont les ressources halieutiques sont les plus pillées à l'échelle mondiale, le manque à gagner est estimé à environ 2,3 milliards de dollars par an et à quelque 300 000 emplois.

Le rapport, qui se base notamment sur des enquêtes menées sur le terrain et un suivi par satellite des principales flottes de pêche en eaux lointaines (Distant Water Fishing Fleet/DWFF), note que la pêche illicite en Afrique de l'Ouest est en grande partie le fait de chalutiers chinois.

La flotte chinoise de pêche en eaux lointaines se compose notamment de gros chalutiers et de palangriers. Si l'empire du Milieu n'est pas l'unique pays du monde à pratiquer la pêche illicite, c'est l'échelle et le mode opératoire de la flotte chinoise qui représente une cause majeure de destruction des écosystèmes marins. Pékin ne revendique offi-

ciellement qu'une flotte de pêche en haute mer de 2500 navires, mais des études sérieuses menées par des ONG avancent le chiffre de plus de 18 000 gros bateaux de pêche chinois qui sillonnent les océans et les mers à travers le monde.

Chalutage de fond et dissimulation de la localisation

En Afrique comme en Amérique latine ou dans l'Océan indien, la plupart de ces navires chinois pratiquent le chalutage par le fond, une forme extrêmement destructrice de pêche qui raffe tout sur son passage et qui est en grande partie responsable de la disparition quasi-totale de poissons dans les eaux nationales chinoises.

Lorsqu'ils racle les fonds marins d'un pays en toute illégalité, ces bateaux désactivent leur système d'identification automatique (AIS), un dispositif qui renseigne sur leur identité, leur statut, leur position et leur trajet pendant au moins 8 heures en moyenne. Certains navires opèrent même sous le pavillon du pays d'accueil quand ils entrent dans ses eaux territoriales pour éviter de se faire répertorier par les AIS. A titre d'exemple, les navires « Yu Feng 1, 3 et 4 » battent le pavillon chinois quand ils sont dans les eaux internationales, avant d'opérer sous pavillon ghanéen quand ils pêchent dans la zone économique exclusive (ZEE) du Ghana.

En Afrique de l'Ouest, les reporters du réseau Ij-

Reportika ont d'autre part constaté que les chalutiers chinois qui pratiquent la pêche illégale sont également impliqués dans d'autres activités illicites comme le trafic d'espèces animales africaines utilisées dans la médecine chinoise et dans la fabrication de fentanyl, un puissant opioïde synthétique dont l'usage détourné comme drogue provoque souvent des overdoses et des décès.

Des gouvernements qui ferment les yeux sur les dépassements

Le rapport précise par ailleurs que la pêche illicite pratiquée par la Chine ne se limite pas aux côtes ouest-africaines. Elle touche également de nombreux pays côtiers du continent, dont le Cameroun, la République du Congo, le Gabon, le Nigeria, l'Afrique du Sud, la Namibie, la Côte d'Ivoire et le Liberia.

Dans la zone économique exclusive du Sahara occidental, des chalutiers et des palangriers battant pavillon chinois ont, par exemple, pêché pendant plus d'un million d'heures en 2022.

Les Etats insulaires de l'Océan indien comme les Seychelles, l'Île Maurice et Madagascar ne sont pas en reste. Selon les données de suivi de la plateforme de surveillance par satellite des navires de pêche OceanMind, 132 navires battant pavillon chinois ont opéré dans la zone économique exclusive de Madagascar entre 2019 et 2021.

ETHIOPIE

Le gouvernement du Japon sécurise 40 % d'intérêts dans le projet de terres rares Lofdal

Le parc industriel comprend des usines de ciment, de métaux et de chaux. Outre la satisfaction des besoins de l'Ethiopie en ces matériaux de construction, ses promoteurs ambitionnent d'exporter une partie de la production à travers les ports de Djibouti situés à proximité.

Le groupe d'ingénierie chinois Sinoma International Engineering et la société National West International Holding Building Materials Holding Company, une coentreprise sino-éthiopienne, ont signé un accord de partenariat pour construire un parc industriel en Ethiopie pour un investissement de 600 millions de dollars, a rapporté l'agence de presse chinoise Xinhua, le 13 avril dernier.

Selon les termes de cet accord, Sinoma International Engineering se chargera de l'ingénierie, de l'approvisionnement et des travaux de construction du parc industriel situé dans la région de Melka-Jebdu (environ 450 km à l'est d'Addis-Abeba).

Ce parc comprend une cimenterie ainsi qu'une usine de métaux et une usine de chaux.

« Une fois achevé, le parc industriel de Melka-Jebdu sera en mesure de produire 6 000 tonnes de ciment et 1 000 tonnes de chaux par jour, ainsi que 700 000 tonnes de métaux par an », a précisé Buzuayehu Tadele, président du conseil d'administration de la National West International Holding Building Materials Holding Company.

Selon lui, la proximité du parc industriel avec les ports de Djibouti permettra d'exporter une partie de la production des diverses usines.

S'exprimant lors de la cérémonie de signature de l'accord, la ministre éthiopienne de l'Urbanisme et des Infrastructures, Chaltu Sani, a indiqué que le projet « contribuera à lutter contre la pénurie de ciment et d'autres matériaux de construction en Ethiopie, où le secteur de la construction est en plein boom ».

PRODUITS DE CONSOMMATION

80% de la demande camerounaise a été satisfaite par les producteurs locaux en 2021

Selon les données que vient de révéler le Comité de compétitivité, structure spécialisée rattachée au ministère de l'Économie, qui sert d'interface entre les pouvoirs publics et le secteur privé sur les questions de compétitivité de l'économie nationale, la demande des produits de consommation au Cameroun (hors hydrocarbures) est satisfaite à été satisfaite de 20% par les importations en 2021. Ce qui laisse entendre que les producteurs locaux sont les véritables rois du marché camerounais dont ils ont contrôlé 80% des parts, cette année-là.

Les parts de marché des producteurs locaux étaient même plus importantes les années antérieures. « Le taux de pénétration des produits étrangers sur le marché domestique, qui s'est établi à 20% en 2021, est globalement sur une tendance haussière depuis 2017. Ceci traduit la difficulté des producteurs locaux à gagner davantage de parts sur le marché domestique, puisque dans le même temps les importations de biens de consommation finale ont augmenté », soutient le Comité de compétitivité dans un document sur la « situation des facteurs de compétitivité de l'économie camerounaise », présenté le 12 avril 2023 à Yaoundé, la capitale du pays.

Et le document de poursuivre : « sur le marché domestique, à l'exception du poisson où les producteurs résidents ont amélioré leur position compétitive en 2021, l'on note une stagnation de la part de marché des producteurs de maïs, et une baisse des parts pour les producteurs locaux de riz, de sucre et d'huile de palme brute. Pour ces derniers produits, la demande domestique est largement satisfaite par les importations ».

La question du riz et des produits pharmaceutiques

Dans le détail, révèle les données du Comité de compétitivité, au cours de l'année 2021, un peu plus de 99% de la demande locale de maïs a été satisfaite par les producteurs locaux. Les importations de cette céréale n'ayant été que de 22 à 23 000 tonnes cette année-là, apprend-on. Ces chiffres sont en total déphasage avec les plaintes des opérateurs de la filière avicole, par exemple. En effet, ceux-ci invoquent souvent les difficultés à s'approvisionner en maïs (70% de la provende) pour justifier la rareté du poulet sur le marché local à certaines périodes de l'année. « Ce n'est pas la disponibilité du maïs sur le marché local qui fait souvent problème.

C'est le prix auquel cette céréale est vendue qui pose souvent problème aux aviculteurs », précise un cadre du Comité de compétitivité.

En 2021, révèle encore cette structure rattachée au ministère de l'Économie, 85,2% de la demande d'huile de palme brute au Cameroun a été satisfaite par la production locale, en dépit des importations de près de 100 000 tonnes effectuées pour satisfaire les raffineurs, qui estiment désormais le déficit structurel dans la filière à 160 000 tonnes chaque année. Au cours de la période sous revue, les producteurs locaux n'ont pu satisfaire que 56,5% des besoins en sucre, contre seulement 54% de la demande domestique du poisson. Pour ces deux derniers produits, apprend-on, respectivement 43,5% et 46% de la demande nationale a été importées. Selon le Comité de compétitivité, deux principaux produits échappent presque totalement aux producteurs locaux. Il s'agit du riz et des produits pharmaceutiques. Le riz local n'a pu satisfaire que 19,2% de la demande nationale en 2021, contre seulement 5% pour les produits pharmaceutiques. Il a donc fallu recourir aux importations pour satisfaire la demande locale.

SELON LE PNUD

Les méthodes actuelles des agences de notation privent l'Afrique de 74 milliards \$ de ressources potentielles

Une faible prise en compte des contextes strictement africains par les grandes agences de notation, fait perdre des opportunités de financement à l'Afrique, selon le PNUD. L'institution formule des propositions au cœur de nombreux échanges entre dirigeants.

Dans un rapport récent disponible dans la docuthèque de l'Agence Ecofin, le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) a indiqué que les méthodes d'évaluation actuelles des grandes agences de notation ont coûté à l'Afrique des opportunités supplémentaires de financement d'une valeur de 74 milliards de dollars.

Selon le PNUD, les approches de S&P Global Ratings, Moody's et Fitch pour donner une note à la qualité des émetteurs africains ne sont pas toujours appropriées.

Elles reposent très souvent sur des algorithmes préparés pour une certaine approche de la macroéconomie et ne prennent pas en compte les réalités plus concrètes et spécifiques.

Le rapport souligne également que les analystes des agences de notation peuvent manquer de précision en produisant des analyses de risques qui tiennent compte de la vision courante des investisseurs sans évaluer en détail la réalité africaine.

Plusieurs pays africains n'aident pas non plus à améliorer cette situation. Dans certains pays, en particulier en Afrique francophone, les données statistiques sont rares ou arrivent souvent avec un décalage dans le temps, ce qui peut pousser à des estimations. Cependant, le PNUD a expérimenté une autre approche d'analyse des réalités économiques africaines, qui pourrait permettre de changer la perception des investisseurs sur la région.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, ET L'HYDRAULIQUE INFRASTRUCTURES DE BASE
Direction des ressources en eaux willaya de khenchela

La mise en demeure n°01

- **Opération** : Etude pour l'élaboration d'un modèle mathématique et bilan de la nappe
- **Qds de commencement des travaux** : 08/11/2017
- **Délai** : 16 mois
- **Montant du marché** : 70.686.000,00 DA
- **Entreprise** : *entreprise nationale de l'engineering des projets hydrauliques*
Unité opérationnelle Ouest

J'ai le regret de vous annoncer une mise en demeure motivée par le retard de lever les réserves émises par l'ANRH afin de procéder à l'approbation de la première phase de l'étude.

A cet effet vous êtes tenus de fixer une date pour le dépôt de la première phase approuvée par l'ANRH dans un délai de (03) huit jours à partir de l'apparition de cette mise en demeure sur les journaux, dans le cas contraire des mesures réglementaires en vigueur prises à l'encontre de votre entreprise.

Enjeux Eco: 19/04/2023

ANEP 2316009708

Les Enjeux

Eco

Le quotidien de l'Economie

Les Enjeux

Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

APRÈS LA FIN DU ZÉRO COVID

La croissance repart en Chine

Débarrassée des restrictions sanitaires, la Chine a enregistré au premier trimestre une nette accélération de sa croissance, selon des chiffres officiels publiés mardi, les premiers à évaluer un trimestre complet sans l'impact du zéro Covid.

Cette politique sanitaire draconienne, qui comprenait quarantaines obligatoires, confinements à répétitions, tests PCR et restrictions aux déplacements, a été levée début décembre. Depuis sa mise en place en 2020, elle portait un rude coup à l'économie en raison du climat d'incertitude généré et des désagréments causés dans le quotidien des Chinois et des entreprises.

La fin des mesures a permis à l'activité de nettement repartir au premier trimestre: le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a ainsi progressé sur un an de 4,5%, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS). C'est la première fois depuis 2019 qu'un trimestre complet est évalué sans l'impact des restrictions sanitaires.

Des analystes interrogés par l'AFP prévoyaient une hausse plus modérée (3,8%), après celle du quatrième trimestre 2022 (2,9%).

D'un trimestre à l'autre, le PIB du géant asiatique est en hausse de 2,2%, selon le BNS. Le chiffre officiel de la croissance en Chine, éminemment politique et sujet à caution, n'en reste pas moins toujours scruté de près compte tenu du poids de la deuxième économie mondiale.

Consommation pilier

Les ventes au détail, principal indicateur de la consommation des ménages, ont confirmé leur reprise en mars, vançant de 10,6% sur un an, leur rythme le plus rapide depuis juin 2021.

Elles avaient connu quatre mois de contraction fin 2022, avant de rebondir en janvier-février cumulés (3,5%).

"La consommation intérieure s'avère être un pilier de la reprise" au premier trimestre, relève l'analyste Ken Cheung, de la banque japonaise Mizuho.

Ces dernières semaines, les Chinois retournent dans les restaurants, recommencent à prendre le train ou l'avion, contribuant à relancer les services. Toutefois, la consommation "n'a pas encore retrouvé son niveau pré-pandémie", souligne Teeuwe Mevissen, analyste chez RaboBank.

La crise de l'immobilier, qui a fait perdre de la valeur à de nombreux biens, et des pertes de revenus dues à la pandémie expliquent en partie ce phénomène, selon M. Mevissen. L'immobilier, qui représente avec la construction environ un quart du PIB de la Chine, est pour beaucoup de Chinois un investissement et un passage obligé avant le mariage. Le secteur est fragilisé par une faible demande, au moment où de nombreux promoteurs luttent pour leur survie dans un contexte de méfiance des acheteurs et de baisse des prix de la pierre.

La situation tend toutefois à s'améliorer partiellement grâce à un soutien des autorités, qui a permis une stabilisation des prix en mars, selon les derniers chiffres samedi du Bureau national des statistiques.

Tensions et inflation

De son côté, la production industrielle s'est affichée le mois dernier en hausse de 3,9% sur un an - inférieure aux attentes d'analystes

de Bloomberg qui tablaient sur 4,4% - mais supérieure à janvier-février (3,5%).

Le taux de chômage a reculé à 5,3% en mars contre 5,6% un mois plus tôt. Mais il est resté particulièrement élevé le mois dernier chez les 16-24 ans (19,6%).

Quant à l'investissement en capital fixe, sa croissance depuis le début de l'année s'affichait fin mars à 5,1%.

Au deuxième trimestre, la reprise de l'économie chinoise risque d'être encore plus marquée, en raison d'une faible base de comparaison avec celle de l'an dernier au moment du confinement de Shanghai, prévient l'analyste Ting Lu, de la banque Nomura.

La Chine vise environ 5% de croissance de son PIB cette année.

Mais les tensions géopolitiques avec les Etats-Unis, la menace de récession dans les principales économies et l'inflation au niveau mondial vont peser ces prochains mois sur la croissance de l'atelier du monde, préviennent des analystes.

Les experts interrogés par l'AFP tablent cette année sur une croissance en Chine de 5,3%, une estimation proche de celle du Fonds monétaire international (5,2%), qui compte sur la reprise chinoise pour donner un coup d'accélérateur à l'économie mondiale.

L'an dernier, le PIB du géant asiatique avait progressé de 3%, loin de l'objectif officiel de 5,5% et l'un des rythmes les plus faibles depuis quatre décennies.

ROYAUME-UNI

Le taux de chômage monte à 3,8% à fin février

Le taux de chômage est monté à 3,8% pour les trois mois achevés fin février au Royaume-Uni, contre 3,7% pour les trois mois précédents, en raison notamment d'une baisse du taux d'inactivité, indique mardi l'Office national des statistiques (ONS). C'est la première hausse du taux de chômage depuis les trois mois achevés en octobre, selon ce rapport mensuel de l'ONS.

Les personnes qui cherchent du travail depuis plus de six mois ont largement contribué à l'augmentation du taux de chômage, précise l'ONS, à l'heure où le Royaume-Uni flirte avec la récession. Darren Morgan, directeur des statistiques économiques à l'ONS, souligne que «le nombre de jours travaillés perdus à cause des grèves est remonté en février après avoir chuté en janvier, mais pas aux niveaux observés avant Noël».

Le Royaume-Uni est secoué par une série de mouvements sociaux depuis des mois dans divers secteurs, de la santé à l'enseignement en passant par les transports, la poste ou la fonction publique, pour réclamer des revalorisations salariales face à une inflation de plus de 10%. Les salaires continuent en effet de croître mais moins que les prix, et le pouvoir d'achat continue donc de reculer, précise M. Morgan. «Si le chômage reste proche de ses plus bas historiques, la hausse des prix continue de manger les revenus et c'est pour cela que diviser l'inflation par deux cette année est l'une de nos priorités économiques», a commenté le ministre des Finances Jeremy Hunt, dans un communiqué.

QATARGATE

Le Parlement européen restreint les possibilités de lobbying des anciens députés

Le Bureau du Parlement européen a annoncé ce lundi qu'il allait interdire aux anciens eurodéputés d'exercer une activité de lobbying auprès du Parlement pendant une période de six mois à partir de la fin de leur mandat. Une réponse au scandale du Qatargate dans lequel la Vice-présidente du parlement Eva Kaili et l'ancien eurodéputé Pier Antonio Panzeri sont soupçonnés d'avoir influencé l'institution au profit du Qatar de manière illégale.

Bruxelles a décidé de frapper fort en réaction au scandale du Qatargate survenu en décembre 2022. Le Bureau du Parlement européen a décidé ce lundi d'interdire aux anciens eurodéputés de faire du lobbying à Bruxelles moins de six mois après avoir quitté leur poste.

«A la suite de l'approbation par les présidents de groupes politiques du Parlement du plan de réforme proposé par la présidente (du Parlement Roberta) Metsola, le Bureau a adopté la première décision d'exécution révisant les règles applicables aux anciens députés au Parlement européen», a indiqué l'institution dans un communiqué. Cette décision, qui entrera en application le 1er mai, modifie les règles actuelles, datant de 1999, sur les prérogatives accordées aux anciens eurodéputés. Elle introduit donc une «période de réflexion» de six mois pour les anciens députés. «Passé ce délai, si d'anciens députés décident de mener des activités de lobbying ou de représentation auprès du Parlement européen, ils doivent s'inscrire au registre de transparence. Par conséquent, ils ne bénéficieront pas des droits d'accès et des facilités qui leur sont accordés en tant qu'anciens membres», souligne l'institution.

AIR FRANCE-KLM

Un crédit lié au développement durable signé à hauteur de 2,2 milliards d'euros

Air France-KLM et ses compagnies ont signé des lignes de crédit renouvelables pour 2,2 milliards d'euros, indexées sur des objectifs de développement durable, a annoncé mardi le groupe aérien qui assainit ses finances après le choc du Covid-19. Une partie de ces instruments vont remplacer un prêt direct accordé à KLM par l'Etat néerlandais et une facilité de crédit garantie par celui-ci pour faire face aux conséquences de la pandémie, ce qui libérera l'entreprise des conditions attachées à ces aides.

«Air France-KLM, Air France et KLM ont signé deux lignes de crédit renouvelables liées au dévelop-

pement durable avec un pool d'institutions financières internationales, pour un montant total de 2,2 milliards d'euros», a expliqué le groupe franco-néerlandais dans un communiqué. Dans le détail, Air France-KLM et la compagnie Air France ont signé une ligne de crédit renouvelable de 1,2 milliard d'euros à l'échéance initiale de 2026 auprès d'un pool de «15 banques internationales», tandis que KLM a signé une ligne de crédit d'un milliard d'euros à échéance 2027 auprès de 14 établissements.

Plus de restrictions venant de Bruxelles ?

«Pour chaque ligne de crédit, un ensemble d'indicateurs de perfor-

mance en matière de développement durable a été intégré au coût de financement», a souligné le groupe, conformément «à l'engagement d'Air France-KLM et de ses compagnies aériennes en faveur du développement durable et d'une décarbonation progressive de leurs activités». Ces deux lignes de crédit comprennent ainsi «un mécanisme d'ajustement de la marge de crédit (à la hausse ou à la baisse) conditionné par l'atteinte de chacun de ces indicateurs de performance», tels la réduction des émissions unitaires de CO2 et l'augmentation de la part du carburant d'aviation durable.

Air France-KLM avait bouclé le 9 janvier sa première émission obli-

gataire liée au développement durable pour un milliard d'euros. Il s'agissait alors de rembourser une partie des prêts garantis par l'Etat français en 2020, au début de la crise sanitaire qui a dévasté le secteur aérien. Revenu aux bénéfices en 2022 après deux années de pertes abyssales, Air France-KLM a annoncé le 15 mars avoir fini de rembourser ces prêts. L'assainissement des finances passe aussi par la conversion de 600 millions d'euros de titres assimilés à des fonds propres. Le groupe n'aura ainsi plus à respecter les contraintes que Bruxelles avait liées à ces aides : interdiction de verser des dividendes, modération des rémunérations des dirigeants et limitation des acquisitions.

SELON LE CHEF DE LA DIPLOMATIE UE

Taiwan est "crucial" pour l'Europe

Taiwan est économiquement et stratégiquement "crucial" pour l'Europe, a déclaré mardi le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, quelques jours après les propos du président français Emmanuel Macron appelant à ne pas être "suiviste" des Etats-Unis.

"Taiwan est crucial pour l'Europe", a déclaré M. Borrell, à l'ouverture d'un débat au Parlement européen de Strasbourg consacré à la Chine.

"Il s'agit du détroit le plus stratégique du monde, particulièrement en ce qui concerne le commerce: nous devons y être présents via des opérations de liberté de navigation", a plaidé le patron de la diplomatie de l'UE. M. Borrell a évoqué le risque d'une éventuelle "action menée contre Taiwan, qu'il faudrait rejeter de toute façon" pour des rais-

sons morales. "Cela aurait des incidences stratégiques gravissimes pour nous, parce que Taiwan a une industrie parmi les plus avancées pour la production des semi-conducteurs", a-t-il aussi remarqué.

Le Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité a appelé à "empêcher des provocations d'où qu'elles viennent" et plaidé pour "revenir au statu quo".

"Taiwan fait résolument partie de notre périmètre stratégique pour garantir la paix, pour défendre nos intérêts", a-t-il ajouté. Ces propos surviennent moins de dix jours après la publication d'une interview du président français Emmanuel Macron, qui à l'issue d'une visite officielle en Chine a dit se refuser à "une logique de bloc à bloc" sur la question de Taiwan et exhorté l'Europe à ne

pas "être suiviste" des Etats-Unis ou de la Chine.

La Chine et Taiwan sont gouvernées séparément depuis 1949 mais Pékin considère l'île démocratique comme une de ses provinces et n'exclut pas de recourir à la force pour y exercer sa souveraineté.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui a accompagné M. Macron à Pékin, a de son côté appelé devant le Parlement à "une étroite coopération entre les Etats membres et les institutions européennes afin d'éviter les tentatives de diviser pour régner". "Nous avons déjà vu ces tactiques à l'oeuvre au cours des jours et des semaines passés", a-t-elle remarqué, sans faire explicitement référence aux déclarations du président français sur Taiwan.

JAPON

Petits gains à la Bourse de Tokyo, Hong Kong en forme avant le PIB chinois

La Bourse de Tokyo a signé lundi une septième séance de progression consécutive, mais ses gains ont été restreints sur fond d'indicateurs mitigés aux Etats-Unis, tandis que la place de Hong Kong était confiante avant de nouvelles données macroéconomiques chinoises mardi. L'indice vedette à Tokyo, le Nikkei, a fini proche de l'équilibre (+0,07% à 28.514,78 points) mais l'indice élargi Topix a pris 0,41% à 2.026,97 points. "La prudence excessive s'est atténuée après les résultats de grandes banques américaines" et la baisse du yen a aussi offert du soutien au marché tokyoïte, selon une note d'Iwai Cosmo Securities. Quatre des plus grandes banques américaines ont livré vendredi des résultats trimestriels de bonne facture et semblent avoir été à peine affectées par les turbulences du mois dernier dans leur secteur. Ce qui a profité en retour aux actions des grandes banques nippones lundi. D'un autre côté, la Bourse de Tokyo a été freinée par des indicateurs américains décevants ou contrastés publiés avant le week-end. En particulier, les ventes au détail en mars aux Etats-Unis ont reculé plus fortement que prévu. La Bourse de Hong Kong était bien plus en confiance (+2,05% vers 07H10 GMT) avant la publication mardi du PIB chinois au premier trimestre, lequel devrait avoir nettement accéléré, parmi d'autres indicateurs prévus le même jour.

Du côté des valeurs

PANASONIC: Le titre Panasonic a bondi de 3,53% à 1.289 yens. Selon le quotidien Nikkei, le groupe envisage de construire une troisième usine de batteries pour véhicules électriques aux Etats-Unis, cette fois-ci dans l'Oklahoma, ce qui représenterait un nouvel investissement de plusieurs milliards de dollars. Panasonic est déjà un important partenaire de Tesla dans les batteries, et début avril le Wall Street Journal avait indiqué qu'il serait en discussion avec les constructeurs automobiles Stellantis et BMW au sujet de collaborations dans l'électrique en Amérique du Nord.

Du côté des devises et du pétrole

Le yen se dépréciait par rapport au dollar, qui se négociait pour 133,91 yens vers 07H00 GMT, contre 133,79 yens vendredi à 21H00 GMT. La devise japonaise baissait aussi face à l'euro, qui valait 147,23 yens contre 147,07 yens en fin de semaine dernière. Un euro valait 1,0993 dollar, quasi inchangé par rapport à vendredi à 21H00 GMT. Les cours du pétrole stagnaient vers 07H00 GMT, tant pour le baril de WTI américain (-0,02% à 82,50 dollars) que pour le baril de Brent de la mer du Nord (+0,02% à 86,33 dollars).

MARCHÉS

L'Europe se réjouit du rebond de l'activité en Chine, l'Asie mitigée

Les marchés européens se réjouissaient du rebond de l'activité post-Covid en Chine, en attendant de nouveaux résultats de grandes entreprises américaines, mais le secteur immobilier de la deuxième économie mondiale qui reste cependant problématique a freiné les places boursières chinoises.

La croissance économique en Chine a certes accéléré plus que prévu au premier trimestre, tout comme les ventes au détail dans le pays en mars, les investissements dans l'immobilier et la production industrielle ont déçu. Face à ces données mitigées, les Bourses chinoises ont échoué à prolonger leurs gains après leur net bond de la veille. Hong Kong cédait près de 1% en fin de séance tandis que Shanghai a gagné à peine 0,2%. Tokyo a progressé de 0,51% pour une huitième séance consécutive, soutenu par la faiblesse du yen. En Europe, les indices montaient de 0,26% à Paris, de 0,16% à Francfort, de 0,24% à Londres et de 0,18% à Milan vers 07H35 GMT. En Suisse, l'indice SMI montait de 0,18%. Le produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie mondiale a progressé sur un an de 4,5%, plus qu'anticipé et les ventes au détail ont confirmé leur reprise en mars (10,6% sur un an), leur rythme le plus rapide depuis juin 2021. Ce dynamisme de la consommation des ménages s'était reflété la semaine dernière dans les résultats trimestriels des fleurons du luxe français LVMH et Hermès.

"Les chiffres du PIB mieux que prévu en Chine devraient donner un nouveau coup de pouce aux exportations" européennes, selon Andreas Lipkow, analyste indépendant. Les intervenants de marché se pencheront également dans la matinée sur le moral des

investisseurs allemands avant de se concentrer sur une salve de résultats d'entreprises américaines dont Goldman Sachs, Bank of America ou encore Lockheed Martin avant l'ouverture de Wall Street, mais aussi United Airlines et Netflix après la clôture. Les résultats de géants bancaires, publiés vendredi, ont montré que le secteur financier se portait toujours bien en dépit de la crise qu'ils ont traversé en mars.

Lundi, les marchés américains avaient été encouragés par la croissance de l'activité manufacturière de la région de New York en avril. L'indice mesurant la volatilité (VIX) était tombé à 17, son niveau le plus bas depuis début 2022 et les taux obligataires américains s'étaient redressés.

Dans un contexte qui voit le marché de l'emploi toujours vigoureux et l'inflation rester à des niveaux très supérieurs aux objectifs de long terme de la Fed, le marché s'attend à une augmentation de 25 points de base de ses taux directeurs lors de sa prochaine réunion début mai avant qu'elle ne commence à assouplir sa politique monétaire. Ils estiment que la Fed sera moins en capacité de baisser ses taux cette année que ce qu'ils n'avaient imaginé il y a un mois, anticipant désormais pour fin 2023 un taux directeur terminal inférieur de seulement un quart de point de pourcentage à son niveau actuel. Au moment de la crise bancaire, ils tablaient sur un repli d'un point entier, soit quatre baisses de taux d'ici la fin de l'année.

Pour contrer l'inflation, la Banque centrale européenne a déjà relevé ses taux directeurs de 3,5 points de pourcentage depuis juillet et ne compte pas s'arrêter là.

Sega va racheter Angry Birds. Le groupe japonais Sega Sammy Holdings a annoncé lundi une offre amicale de rachat de Rovio, la société finlandaise derrière la célèbre franchise de jeux vidéo Angry Birds, pour plus de 700 millions d'euros. L'action Sega Sammy Holdings a perdu 2,78% 2.481 yens.

Avis de tempête chez Ericsson

Le géant suédois de l'équipement télécom Ericsson a annoncé mardi avoir renforcé son plan d'économies destiné à restaurer sa rentabilité, prévoyant un "environnement agité" cette année après un premier trimestre marqué par une chute attendue de ses bénéfices. L'action reculait de 3,2% dans les premiers échanges à Stockholm.

Du côté des devises et du pétrole. Le yen évoluait peu par rapport au dollar, qui valait 134,41 yens vers 07H25 GMT contre 134,47 yens lundi soir. L'euro regagnait 0,28% face au billet vert, à un euro pour 1,0957 dollar contre 1,0926 dollar lundi soir.

Le marché du pétrole remontait après son repli de la veille: le baril de WTI américain gagnait 0,32% à 81,08 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord +0,47% à 85,13 dollars.

POINTS-MARCHÉ

La hausse des actions reprend doucement en Europe

Les principales Bourses européennes montent légèrement en début de séance mardi en attendant les résultats d'autres banques américaines pour évaluer la santé du secteur, tandis que la croissance supérieure aux attentes de l'économie chinoise est accueillie sans euphorie.

À Paris, le CAC 40 gagne 0,28% à 7.518,86 points à 07h47 GMT. À Londres, le FTSE 100, en hausse pour la huitième séance de suite, prend 0,27% et à Francfort, le Dax avance de 0,13%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,27%, le FTSEuro-

first 300 de 0,27% et le Stoxx 600 de 0,18%.

Avec la levée des restrictions sanitaires en décembre en Chine, le produit intérieur brut (PIB) du pays a progressé de 4,5% en rythme annuel sur les trois premiers mois de l'année, au dessus du consensus Reuters qui le donnait en hausse de 4,0%.

Parallèlement, les ventes au détail ont fait mieux qu'attendu en mars à +10,6% mais la production industrielle s'est établie un peu en deca des attentes et l'investissement immobilier a baissé de 5,8% au premier trimestre, soulignant l'irrégularité de la reprise.

Ces données mitigées n'ont pas eu un impact important sur les actions régionales, les grands indices boursiers en Chine continentale et à Shanghai terminant la journée en petite hausse.

La tendance européenne marque le pas après une série de plusieurs séances positives, à la faveur d'espoir d'une fin prochaine du cycle de hausses de taux de la Réserve fédérale et de bons résultats d'entreprises. Les marchés vont maintenant surveiller les publications trimestrielles de Goldman Sachs et Bank of America tandis que les résultats de Morgan Stanley seront annoncés mercredi.

En Bourse, Lagardère avance de 2,55% après avoir publié un chiffre d'affaires trimestriel en hausse de 24,4% en données comparables tandis que Virbac a lui annoncé des ventes en baisse, faisant baisser son cours de 4,84%. EasyJet gagne 2,74% après avoir annoncé s'attendre à un bénéfice annuel au-dessus des prévisions du marché, encouragé par les réservations pour l'été et la forte demande à Pâques.

L'équipementier télécoms suédois Ericsson annonce 4,12% après des prévisions prudentes pour le deuxième trimestre.

PARIS

La croissance chinoise encourage les investisseurs

La bourse de Paris gagne près de 0,3% ce matin, rattrapant ainsi son recul de la veille, et retrouvant le contact des 7520 points après la parution d'un indicateur chinois encourageant venu apaiser les craintes d'une récession mondiale. En effet, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a augmenté de 4,5% en glissement annuel au premier trimestre 2023, selon des données publiées mardi par le Bureau d'Etat des statistiques (BES).

En base mensuelle, l'économie chinoise a signé une croissance de 2,2% au cours des trois premiers mois de l'année, là où les analystes n'attendaient qu'une progression de 2%. Ces chiffres suggèrent que l'économie chinoise se porte mieux après avoir longtemps pâti des mesures de confinement dans le pays, essentiellement sous l'impulsion du rebond de la consommation des ménages, réagissent ce matin les équipes de Danske Bank.

L'annonce d'une croissance chinoise supérieure aux attentes est surtout de nature à calmer les inquiétudes des investisseurs autour du ralentissement de la croissance.

Autre facteur de soutien, le rebond en vue des Bourses européennes s'inscrit dans le sillage du redressement opéré lundi par Wall Street, où le Dow Jones a fini sur des gains d'environ

0,3%, tout comme le Nasdaq.

La tendance à New York été soutenue par les valeurs défensives, à commencer par l'immobilier qui s'adjugeait plus de 2,2% au coup de cloche final dans un contexte de remontée des rendements obligataires.

Petit motif de soulagement, le taux des Treasuries à dix ans se stabilise autour de 3,59% ce matin. Malgré la détérioration continue de l'obligataire depuis quatre semaines, les marchés boursiers restent portés par un optimisme grandissant autour du scénario d'un "atterrissage en douceur", qui verrait l'inflation refluer sans pour autant se traduire par une entrée en récession.

Un scénario conforté hier par le spectaculaire rebond de l'indice 'Empire State' mesurant l'activité dans le secteur manufacturier dans la région de New York, ressorti à +10,8 en avril contre -24,6 en mars.

Pour ce qui concerne l'agenda économique du jour, les investisseurs suivront dans la matinée l'indice ZEW du sentiment des investisseurs en Allemagne, attendu en amélioration au mois d'avril.

Toujours sur le plan macroéconomique, les intervenants prendront connaissance, en début d'après-midi, des chiffres des per-

mis de construire et des mises en chantier aux Etats-Unis, qui avaient fortement rebondi en février.

Les investisseurs garderont, en outre, les yeux rivés sur les résultats d'entreprises, avec les publications d'Ericsson puis de Johnson & Johnson, Goldman Sachs et Bank of America, qui précéderont les comptes de Netflix attendus ce soir. Les bénéfices trimestriels des sociétés vont être surveillés de près afin de savoir si leurs perspectives ne souffrent pas trop des incertitudes de plus en plus présentes sur la vigueur de l'économie.

Dans l'actualité des sociétés tricolores, Virbac affiche pour le premier trimestre 2023 un chiffre d'affaires de 314,8 millions d'euros, en léger repli de 1% à taux réels et de 1,3% à taux de change constants, principalement en raison d'un effet de base défavorable dans un contexte de ralentissement du marché. Alstom a remporté un contrat pour la conception, la fourniture et la maintenance sur 10 ans de systèmes de signalisation ETCS niveau 2 pour 37 locomotives HLD77 de la SNCB.

ArcelorMittal a annoncé mardi qu'il allait s'associer au producteur brésilien d'énergies renouvelables Casa dos Ventos afin de créer un co-entreprise à laquelle il achètera de l'électricité d'origine éolienne.

GRÂCE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE Une start-up peut être lancée en deux jours

Du jeu vidéo à la photographie en passant par les cryptomonnaies : une cinquantaine de développeurs ont codé et innové tous azimuts ce week-end à Paris grâce à l'intelligence artificielle générative, la nouvelle attraction de la tech qui a déjà permis de voir émerger le fameux ChatGPT.

En collaboration avec le géant Amazon Web Services, le fonds Frst a organisé un événement ce week-end, qui fournissait gratuitement l'accès à toute son infrastructure de services informatiques, dans l'espoir de voir émerger la prochaine invention de la « French Tech ».

Grâce au logiciel Stable Diffusion, un groupe essaie de faciliter l'utilisation des

générateurs d'images virtuelles. Seulement avec 3 ou 4 photos, au lieu de plusieurs dizaines aujourd'hui, il sera possible d'obtenir des faux clichés de soi habillé en astronaute, en pompier, en vacances ou au travail, ont indiqué Aziz Kounoun, ingénieur logiciel diplômé à l'Insa Lyon, et Thomas Cloarec, expert en apprentissage machine. L'objectif est de fournir des « images utilitaires », qui pourront être utilisées « sur

LinkedIn ou sur Tinder », a souligné Thomas Cloarec, qui a déjà lancé sa start-up spécialisée, Photogen AI. Pour Gabriel de Vinzelles, associé du fonds Frst, le week-end est l'opportunité de réunir « des gens qui adorent coder et construire ensemble », d'après AFP. « Certains projets étaient déjà lancés et trouvent ici l'occasion d'accélérer, de passer une étape », a déclaré à l'AFP l'investisseur, qui a dû choisir parmi plus de 200 candidatures.

ELON MUSK

Il lance une société dédiée à l'intelligence artificielle

Après s'être exprimé en défaveur des intelligences artificielles et notamment de ChatGPT, Elon Musk lance X.AI, une société qui est justement dédiée aux IA génératives.

Après avoir exprimé ses états d'âme face à la révolution enclenchée par ChatGPT, puis co-signé une lettre ouverte pour demander une pause de six mois dans le développement des intelligences artificielles pour mieux les cadrer réglementairement et éthiquement, voici qu'Elon Musk lance également une société dédiée au développement d'une IA. Elle porte le nom de X.AI.

L'entreprise a un peu plus d'un mois et Elon Musk l'a intégrée en tant que directeur depuis le 9 mars 2023. Il est épaulé par Jared Birchall, le dirigeant de Neuralink et de Family Office. Les indices d'un tel revirement se sont cumulés ces dernières semaines. Le site Business Insider avait déjà révélé que le patron de Tesla avait acheté des milliers de puces graphiques (GPU) pour animer une future IA générative. Interrogé à ce propos, le milliardaire avait érudé cette intention en expliquant que de toute façon tout le monde, ainsi que les chiens achètent des GPU. Le X de la société X.AI provient de la

marque X Corp qu'Elon Musk développe. C'est notamment le cas avec SpaceX, par exemple.

Crise d'orgueil ?

Rappelons qu'Elon Musk avait contribué au développement initial d'OpenAI à partir de 2015. Il s'en était éloigné dès 2018. Il semble que la montée en puissance de GPT-3 auprès du grand public a visiblement dérangé le nouveau propriétaire de Twitter. Il a eu comme réaction de dénigrer OpenAI et les IA de manière générale alors que le système de conduite autonome des Tesla est justement animé par une IA. Le fait que Google ait été poussé à sortir de

façon précipitée son propre chatbot Bard et que Microsoft ait investi énormément dans OpenAI pour intégrer GPT, ainsi que Dall.E dans Bing a également dû pousser Elon Musk à prendre cette initiative pour ne pas passer à côté du virage des IA génératives. Il va sans doute vouloir mettre le paquet dans cette entreprise afin de développer une IA capable de concurrencer GPT. En tout cas, signe que c'est important pour lui, il a enclenché des levées de fonds auprès des investisseurs de SpaceX et de Tesla. Est-ce qu'il pourra pour autant rattraper son retard ?

SEGA ET SONIC

Ils croquent les Angry Birds finlandais

(Helsinki) Sonic le hérisson croque les Angry Birds pour plus de 700 millions d'euros : le japonais Sega a annoncé lundi lancer une offre amicale de rachat du finlandais Rovio, connu pour la franchise à succès des volatiles tirés comme des projectiles.

Après le rachat de Supercell (Clash of Clans, Hay Day...) par des entreprises japonaises puis par le Chinois Tencent en 2016, l'acquisition marque la fin de l'indépendance des fleurons finlandais du jeu vidéo sur mobile.

Depuis le succès planétaire d'Angry Birds au tournant des années 2010, Rovio était resté très dépendant de sa licence faute d'avoir réussi à signer un nouveau jeu-phare.

Créée en 2003 par trois étudiants en informatique à Helsinki, la petite société finlandaise avait été propulsée à la notoriété mondiale en lançant Angry Birds six ans plus tard.

Sa croissance avait plafonné ces dernières années, malgré une suite donnée à son jeu vidéo et des déclinaisons au cinéma, et même en parc d'attractions et livres jeunesse. Ainsi qu'une introduction en Bourse en 2017.

L'offre de Sega, qui représente une prime de 19 % par rapport au cours de clôture de l'action Rovio vendredi, s'inscrit dans le cadre de « l'objectif de long terme » de la célèbre marque japonaise de se développer dans le jeu vidéo sur mobile, ont expliqué les deux entreprises dans un communiqué commun.

Sega à la peine

« Combiner les forces de Rovio et de Sega représente un avenir incroyablement excitant », a commenté le patron canadien du groupe finlandais, Alexandre Pelletier-Normand, en poste depuis deux ans.

La capacité du finlandais à rééditer un succès mondial semble toutefois incertaine aux yeux des analystes.

Rovio a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires modeste de 317,7 millions d'euros, pour un bénéfice net d'environ 31 millions.

Sega, qui compte mener l'acquisition entre début mai et juillet, entend finaliser le rachat au cours du troisième trimestre.

Grand acteur du jeu vidéo dans les années 1980 et 1990 avec ses consoles Mega Drive, le japonais est connu pour son célèbre personnage de Sonic, hérisson bleu rapide comme l'éclair. Mais la firme a ensuite sérieusement décliné, ayant échoué à imposer ses consoles face à Nintendo et son Super Mario, ainsi que Sony et ses PlayStation.

Au-delà de la création de jeux vidéo, le groupe — qui s'appelle Sega Sammy Holdings depuis 2004 — est aussi très présent dans les jeux d'arcade et les machines de pachinko (croisement entre flipper et machine à sous) au Japon, un domaine d'activité dont le déclin s'est néanmoins accéléré ces dernières années à cause de la pandémie de COVID-19.

Les jeux sur téléphones intelligents sont donc perçus comme une planche de salut par le groupe, qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires annuel de 381,5 milliards de yens (environ 2,6 milliards d'euros), pour un bénéfice net de 31,5 milliards de yens (214 millions d'euros).

AUTO-GPT

Le nouveau grand coup d'accélérateur qui rend l'IA encore plus autonome

D'une simple phrase, une nouvelle intelligence artificielle peut faire naître de grands projets. Avec le concept Auto-GPT, l'IA devient capable d'inventer et de construire, étape après étape, un projet complexe sans aucune intervention humaine. Cette nouvelle évolution vient bousculer la révolution enclenchée par ChatGPT.

Voici un nouveau coup d'accélérateur dans l'univers des intelligences artificielles (IA). Il porte le nom générique d'Auto-GPT et il se pourrait bien qu'il devienne l'équivalent de l'agent Smith de Matrix, ce programme devenu incontrôlable et suivant son propre agenda. Cette nouvelle IA, reposant sur les modèles GPT d'OpenAI, est capable de concevoir un projet toute seule en mixant plusieurs modèles de langage.

Pour créer une requête, il faut donner un nom à l'IA et lui décrire une mission. Pas besoin de maîtriser l'art du « prompt », une simple et petite phrase peut suffire. Il peut s'agir, par exemple, de créer une start-up dédiée à une thématique tendance avec un financement de 100 euros. L'IA se met alors à la tâche et va glaner les informations les plus pertinentes sur le Web pour réaliser un plan d'attaque en plusieurs étapes. À partir de ce moment, elle va générer ses propres « prompts » pour développer chacune des étapes du projet de façon autonome. Dans les versions disponibles actuellement, l'humain intervient à chaque fin étape pour valider la suivante. Mais, il est possible de rendre totalement autonome la réalisation du projet en modifiant



cette option.

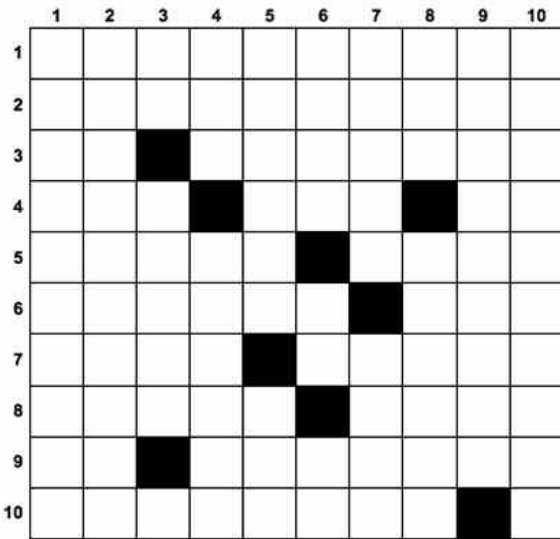
Ce nouvel outil, qui sait générer ses propres prompts pour mener à bien un projet complexe, a été mis au point au cours des dernières semaines. On en trouve deux itérations sur GitHub avec, d'une part, le projet AutoGPT conçu en Python par le développeur Toran Bruce Richards qui se surnomme « Significant Gravitas », et d'autre part, on trouve son équivalent Baby-AGI conçu par Yohei Nakajima. AgentGPT est un Auto-GPT en version Web. Pour l'utiliser, il faut simplement donner un nom à l'agent et définir un projet. L'outil va alors construire un plan en

plusieurs étapes pour gérer le projet du début à la fin.

Le graal de l'IA en approche ?

Le seul frein de ces outils repose sur la limite de mémoire de travail de l'intelligence artificielle. Par exemple, dans le cas d'AutoGPT, à chaque avancée dans les étapes, c'est l'IA de GPT-4 qui est à la manœuvre pour générer des textes et coder. Mais, pour accéder à l'étape suivante en s'appuyant sur ce qu'elle vient de faire, elle a besoin d'utiliser GPT-3.5 pour stocker et synthétiser les informations précédentes et les exploiter.

MOTS CROISÉS



Grille 1

Horizontalement

1 Indulgence.2 Eparpillâmes.3 Conjonction.- Restes.4 Soustrait.- Que d'eau!- Se retrouva un jour à 4 pattes.5 Ou la fiancée de marbre.- Fils de Jacob.6 Retirasse.- Beau parleur.7 Petite symphonie de Friedrich Witt, longtemps attribuée à Beethoven.- Devançâs.8 A la fin.- Poèmes.9 En Chaldée.- Peuple de l'antiquité (au singulier).10 Plus d'un a connu Jésus.

Verticalement

1 Epoque secondaire.2 Baguettes de chimiste.3 Jeune volonté.- Provient.4 Titre d'anoblissement.- Prière.5 Certains docteurs.- Agent secret.6 Personnel.- Préposition.- Différent de l'un au vu le nombre de ses doigts.7 Cachera.- Ile ou fleuve.8 Coule en Suède.- Poète français.9 Braverait.10 Séparasses le sucre des mélasses.

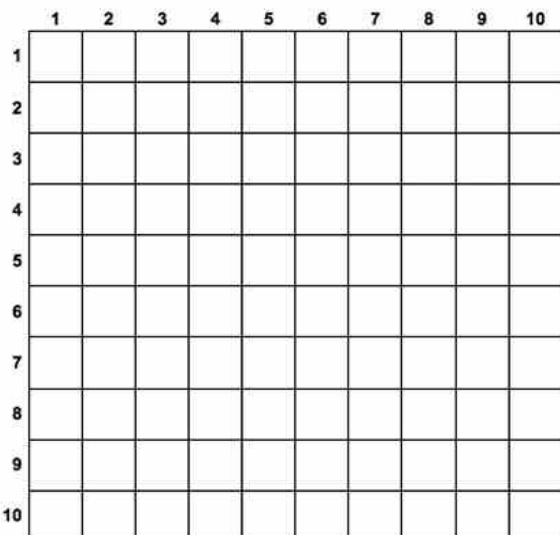
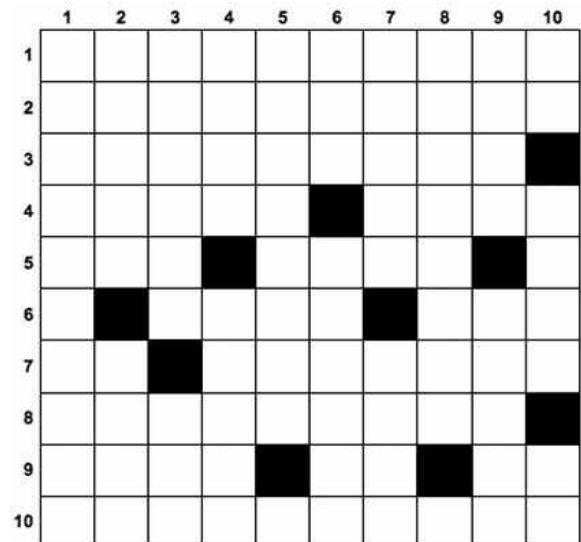
Grille 2

Horizontalement

1 Soldat ottoman.2 Eperdues par un sentiment puissant.3 Revenant.4 Existant.- Parfois bécot.5 Trop tendre.- Houspilles.6 Compagnes du temps jadis.- Ancienne monnaie.7 Carte.- Cher!8 Flanquerait.9 Protection.- Possède.- Soleil.10 Fautes contre la syntaxe.

Verticalement

1 Plaintes.2 Néthou.- Explora le Mississippi.3 De quoi faire la bombe.- Zéro!4 Souverain musulman.- Samos ou Ephèse...5 Pré&nom masculin.6 Palindrome.- Fatiguerai.7 Langue sémitique.- Rayons.8 Se jette dans l'Océan Arctique.9 Filets.- Choqué.10 Préposition.- Beaucoup de qualificatifs, suivant leur état.- Champion.



Grille Muette

Horizontalement

1 Souterrains.2 Décision.3 Convendra.- Traverse Pise.4 Musique moderne.5 Relatif.- Coutumes.6 Vraiment charmées.7 Religieux.- Ville des Hautes-Alpes.8 Posséda.- Etude sur plusieurs heures.9 Monuments funéraires.10 Capitale asiatique.- Note.

Verticalement

1 Expression de pneu.2 Souvent qualifié de pauvre.- Liée.3 Héritier présomptif.4 Interjection.- Indéfini.- Ile.5 Qualifie le Peuple du caoutchouc.- Conjonction.6 Grecque.- Parcourut des yeux.- En Belgique.7 Botte célèbre.- On aime qu'il soit bon.8 Irlande.- Ni plus ni moins.9 Négation.- Utilisateur.10 Suivent une certaine mode.- Evalue.

RENAULT CLIO RESTYLÉE (2023)

La nouvelle citadine se dévoile

Renault lève le voile sur le restylage de la cinquième génération de sa Clio, attendue sur les routes en 2024. Découvrez en détails la populaire citadine au losange dans sa robe revisitée.

Clio : un patronyme qui résonne dans les oreilles de bien des automobilistes, en France et dans le monde, depuis 1990 et plus de 16 millions de véhicules vendus. Attendue de pied ferme depuis plusieurs semaines, avant que des photos d'un shooting en Espagne n'apparaissent en ligne, le restylage de la cinquième génération de la Renault Clio se dévoile. « Le succès de la Clio ne s'est jamais démenti. C'est la voiture française la plus vendue dans le monde, et aussi une référence sur son segment en Europe », commente Fabrice Cambolive, CEO de la marque. « Aujourd'hui, la nouvelle Clio réaffirme sa modernité en inaugurant un nouveau style avec une nouvelle face avant inédite et expressive. » « Son moteur E-Tech full hybrid offre plaisir de conduite, émissions limitées et économies de carburant : 145 chevaux, à partir de 93 grammes de CO2 par kilomètre et 4,1 litres / 100 km (WLTP). Cette technologie est idéale pour les clients qui renouvellent leur véhicule Diesel. » Comme l'Auto-Journal vous en parlait ici, la nouvelle Renault Clio restylée change drastiquement de design au niveau de sa face avant, jugée trop proche de la Clio IV au moment de sa sortie. La calandre gagne en épaisseur avec le nouveau logo Renault sur un bouclier re-dessiné, sans ses entrées d'air sur les côtés. En fini-

tion Techno et Esprit Alpine, la partie basse de la calandre est parcourue d'une lame aérodynamique inspirée de l'univers sportif.

La signature lumineuse évolue aussi avec des crocs LED en forme de boomerang sur le pare-chocs avant. Les feux de jour sont plus épais sous des phares au look agressif. Il s'agit d'une évolution du thème présenté avec le concept Scenic E-Tech. La partie inférieure, ponctuée d'écopes aéro qui l'élargissent visuellement, présente des feux modernisés au look plus aminci et allongé. Ils intègrent désormais des verrines transparentes cristal laissant entrevoir l'intérieur.

Entre les deux extrémités, point de bouleversement sur les flancs, si ce n'est de nouvelles jantes distinctives jusqu'à 17 pouces. Six choix, dont quatre jeux de jantes en alliage d'aluminium, sont disponibles sur les différentes finitions.

La nouvelle Clio, aux dimensions inchangées (4,053 mm de long, largeur de 1988 mm et une hauteur de 1439 mm), est proposée dans sept teintes de carrosserie : Blanc Glacier, Noir Etoilé, Gris Schiste, Bleu Iron, Rouge Flamme, Orange Valencia, et une nouvelle teinte Gris Rafale, tri-couche.

RENAULT CLIO RESTYLÉE (2023) : UN INTÉRIEUR QUI ÉVOLUE

Une fois à l'intérieur, Renault ne réinvente pas la roue mais amé-

liore l'expérience de vie à bord.

Les matériaux utilisés sont plus nobles et plus durables. Détail cocasse : l'absence de cuir, remplacé par un mixte textile enduit grainé (TEP) constitué de fibres biosourcées et de fibres de polyester. Le tableau de bord se modernise avec un nouvel afficheur numérique sans rebord de 7 à 10 pouces de diagonale, selon les finitions. Selon les pays et les versions, la nouvelle Clio peut être équipée de la radio et de la fonction R&GO ou du système multimédia Renault Easy Link. Côté motorisations, la Clio restylée bénéficie d'une gamme de motorisations multi-énergies, avec en fer de lance le moteur E-Tech full hybrid de 145 ch. Les autres motorisations disponibles – essence, Diesel et bicarburant essence/GPL – affichent des puissances qui couvrent une large palette.

La boîte de vitesses dispose de 4 rapports pour le moteur à essence et de 2 rapports pour le moteur électrique principal. La motorisation E-Tech full hybrid offre ainsi jusqu'à 14 combinaisons de fonctionnement entre le moteur thermique et le moteur électrique.

Tous les démarrages s'effectuent en électrique et il est ainsi possible de rouler jusqu'à 80 % du temps en tout électrique en ville, pour un gain de consommation pouvant aller jusqu'à 40 % par rapport à un moteur thermique essence classique en cycle urbain.

ENN 2023

Les voitures plug-in hybrides neuves les plus vendues en France

Quels modèles neufs de voiture hybride rechargeable se vendent le plus en France ? Retrouvez en images et chiffres le top 10 des véhicules particuliers plug-in hybrides écoulés sur le marché en 2023.

Selon les données collectées par l'Avere-France, le baromètre de la mobilité durable en France, 49 000 véhicules électriques et hybrides rechargeables ont été mis à la route en mars 2023, soit une part de marché hexagonal de 22,3 %.

TROIS MOIS DE CROISSANCE POUR L'ÉLECTRIQUE / HYBRIDE

Immatriculés à hauteur de 31 820 modèles en février, les véhicules électrifiés rechargeables ont vu leur seuil de vente hexagonal grimper à 49 000 en mars 2023.

« Le marché automobile boucle positivement le premier trimestre 2023 », commente Clément Molizon, Délégué général de l'Avere-France. « Et pour cause : plus de 509 000 véhicules (particuliers et utilitaires) ont été immatriculés sur la période. Cela correspond à un hausse de 11,6 % par rapport à 2022 dont le démarrage avait néanmoins été lent. »

« Dans ce total, 107 530 modèles électriques et hybrides rechargeables ont été immatriculés entre janvier et mars 2023 : ils ont ainsi représenté plus de 21 % du marché. Sur le seul mois de mars, près de 49 000 véhicules électrifiés rechargeables ont été mis à la route, pour 22,3 % de parts de marché. »

« Les véhicules utilitaires 100 % électriques ont effectué une belle progression (+ 76,3 % versus mars 2022) tandis qu'avec 30 635 immatriculations, les voitures particulières 100 % électriques poursuivent leur croissance (+ 54,4 % et 16,7 % de parts de marché). »

TESLA

De nouvelles baisses de prix pour mettre la concurrence en difficulté ?

Tesla souhaite désormais rendre plus abordable les Model 3 et Y. Ainsi, son Model 3 est accessible pour 36 990 euros et le Model Y à 39 990 euros.

Tesla a de nouveau frappé ! Le constructeur vient encore de baisser les prix de ses Model Y et Model 3. Face à cette stratégie qui paie aujourd'hui, comment la concurrence va-t-elle répondre ?

Grâce à cette nouvelle baisse, les Model Y et 3 (Propulsion) passent sous la barre des 40 000 euros, avec le bonus ! La Model 3 devient ainsi moins cher que la Renault Megane E-Tech en entrée de gamme Ev6 220 qui coûte 42 000 euros hors bonus écologique. Attention, cette diminution est probablement temporaire. En effet, ces nouveaux tarifs peuvent s'expliquer par la venue du restylage du Model 3...

De son côté, Volkswagen avec son modèle ID.3, n'est pas plus compétitif sur le plan tarifaire. En effet, son modèle d'entrée de gamme démarre à 42 990 euros hors bonus écologique.

En début d'année, Tesla avait considérablement diminué les tarifs de ses Model Y et 3. La marque a un réel souhait d'accélérer la transition vers une énergie durable. Ainsi, en 2006, pour mener à bien sa mission, elle opte pour une certaine stratégie.

Dans un premier temps, elle choisit de commercialiser peu de véhicules à des prix très élevés. Pour ensuite, commercialiser des véhicules de grandes séries abordables.

Dix-sept ans plus tard, la stratégie paie enfin ! La concurrence se retrouve en difficulté. En effet, certains constructeurs avaient affirmé leur refus de suivre la stratégie de Tesla. A savoir, baisser le prix de vente des véhicules électriques.

Après, cette nouvelle baisse, la concurrence ne devrait-elle pas revoir leur choix ? Allons-nous assister à une baisse des prix des Volkswagen ID.3 ou des Megane E-Tech par exemple ? Une question ô combien légitime quand on voit les parts de marché que réalise le géant américain.

NOUVEAU BMW iX5 HYDROGEN (2023)

Voie de la sagesse ?

Alors que l'Europe n'a d'yeux que pour la voiture électrique à batterie, BMW présente cet iX5 qui s'alimente à l'hydrogène. Une voie suivie depuis (très) longtemps par le constructeur, qui espère convaincre les décideurs de sa pertinence... en dépit de barrières qui restent importantes. En 2000 déjà, la firme produisait une poignée de Série 7 E38 dont le V12 était modifié pour fonctionner avec ce carburant réputé propre, dont la combustion ne rejette que de la vapeur d'eau.

Suivit en 2006 la BMW Hydrogen 7 (sur base de la Série 7 E65), avant que le constructeur n'adopte la pile à combustible avec une Série 5 GT (2015), puis le concept car i Hydrogen Next (2019), jusqu'au prototype iX5 Hydrogen de 2021, dont le modèle que nous essayons aujourd'hui est la traduction concrète.

Pourtant, même après vingt-trois années d'évolution, BMW n'annonce toujours pas de date de commercialisation effective, et moins de cent

exemplaires de l'iX5 Hydrogen seront modifiés dans une usine pilote installée dans son centre de recherche situé près de Munich.

Pas question donc de parler gros sous ni tarif, même si le constructeur nous assure que l'objectif à terme est d'arriver à la parité avec les véhicules électriques comparables.

Les quelques dizaines d'iX5 Hydrogen assemblés seront avant tout destinés à des opérations de relations publiques, afin de convaincre public et décideurs que l'hydrogène est une alternative viable. Ce qui n'a rien d'évident à première vue ! En effet, si l'hydrogène est l'un des éléments les plus répandus sur terre, il n'existe pas à l'état natif et doit donc être fabriqué. Et, aujourd'hui, 95% de la production d'hydrogène est d'origine fossile, au prix d'importantes émissions de CO2.

PRODUCTION DE DEGLET NOUR EN ALGÉRIE

Ghardaïa classée à la cinquième position

La wilaya de Ghardaïa est la cinquième en termes de production de dattes, et de la variété Deglet Nour, au niveau national après les wilayas de Ouargla, Biskra, El Oued et Touggourt. Les dattes Deglet Nour produites à Ghardaïa se distinguent par une qualité unique en matière de goût et de saveur. En 2022, la production de la wilaya de Ghardaïa de datte a atteint 1,01 million de quintaux, dont 210.000 quintaux de Deglet Nour et près de 200.000 quintaux de dattes sèches.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mercredi 19 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

CANADA

L'inflation ralentit en mars, à 4,3% sur un an

L'inflation a continué de ralentir en mars, s'élevant à 4,3%, principalement en raison du recul des prix de l'essence, a indiqué mardi l'institut national de la statistique.

Il s'agit de la plus faible augmentation depuis août 2021, a noté Statistique Canada.

Ce nouveau ralentissement est conforme à ce qu'attendaient les analystes et fait suite à une inflation de 5,2% en février.

Ce ralentissement est notamment attribuable à un "effet de glissement annuel", qui a vu les prix augmenter plus lentement par rapport à la forte hausse de l'an dernier.

Sur un an, les prix de l'essence ont en effet baissé pour le deuxième mois consécutif, après la forte augmentation enregistrée en mars 2022 en raison de l'incertitude liée à l'offre causée par l'invasion russe de l'Ukraine.

En mars, les produits alimentaires ont augmenté à un rythme plus lent en raison de la baisse des prix des fruits et légumes frais.

La Banque du Canada est devenue en mars la première grande banque centrale à suspendre sa politique monétaire agressive, en maintenant son taux directeur à 4,5% en raison de la baisse de l'inflation.

L'institution canadienne a pour objectif d'atteindre une inflation à 2% à la fin de 2024.

Il y a des "signes croissants que le rythme" d'augmentation des prix "se stabilise", a déclaré Royce Mendes, analyste chez Desjardins. Mais, selon cet expert, le ralentissement de l'inflation globale en mars "ne sera pas d'un grand confort pour les consommateurs canadiens", qui ont vu les prix augmenter de 14% depuis mars 2020 et le début de la pandémie.

"Les pressions sur les prix", a-t-il ajouté, "ne se sont pas encore suffisamment atténuées pour que la Banque du Canada déclare sa mission accomplie et les négociations salariales à venir présentent des risques (pour la hausse de l'inflation)".

À LA PLACE DE L'AFRIQUE DU SUD

Le Japon invite l'Union africaine au Sommet du G7

La présidence sud-africaine souligne que le Japon, qui accueillera le prochain Sommet du G7 en mai prochain, a décidé d'inviter l'Union africaine plutôt que des pays africains séparément.

Le gouvernement japonais a invité l'Union africaine (UA) au prochain Sommet des sept économies les plus avancées du monde (G7), mais n'a pas convié l'Afrique du Sud qui participait jusque-là régulièrement à ce rendez-vous, selon un communiqué publié lundi 17 avril par la présidence sud-africaine.

« Le gouvernement japonais, qui accueillera le sommet du G7, a décidé d'inviter l'Union africaine plutôt que des pays

africains séparément. Par conséquent, le président des Comores, qui assure actuellement la présidence de l'UA, participera au Sommet du G7 et pas l'Afrique du Sud », a-t-on précisé de même source. Unique pays africain membre du groupe des vingt plus grandes économies de la planète (G20), l'Afrique du Sud était régulièrement invitée ces dernières années à participer aux sommets du G7 en tant qu'Etat non-membre.

Le prochain sommet du G7 est prévu les 20 et 21 mai à Hiroshima.

Le porte-parole du gouvernement japonais avait annoncé, le 11 avril, que le Premier ministre, Fumio Kishida, effec-

tuera fin avril une tournée en Afrique, qui le mènera en Egypte, au Ghana, au Kenya et au Mozambique, pour « renforcer la coopération entre le continent et le G7 ».

Le Japon, qui assure la présidence tournante du G7, avait plaidé en décembre dernier pour l'octroi d'un siège permanent à l'Union africaine au sein du G20, estimant que l'Afrique demeure sous-représentée dans les divers organes de gouvernance mondiale, malgré son poids économique et démographique grandissant.

R.I.

ADRAR

20 locaux brûlés suite à un incendie dans une foire commerciale

Vingt (20) locaux ont été brûlés suite à un incendie qui s'est déclaré, lundi soir, dans une foire commerciale au centre-ville d'Adrar, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Dès le déclenchement de l'incendie, les agents de l'unité principale de la Protection civile du chef-lieu de la wilaya et les unités secondaires des daïras de Fenouguil et Tsabit, renforcés par 5 camions de pompiers et deux

ambulances, sont intervenus en présence des autorités de wilaya, selon la même source.

L'incendie dont les causes ne sont pas encore élucidées, a détruit 20 locaux avant qu'il ne soit maîtrisé, évitant ainsi sa propagation vers le reste des locaux se trouvant dans cette Foire. Aucune perte humaine n'a été enregistrée dans cet incident, précise la même source.

CHINE

Volkswagen va investir 1 milliard d'euros dans un centre de véhicules électriques

Le groupe automobile a fait cette annonce dans un communiqué publié lors du salon automobile de Shanghai.

Le constructeur allemand Volkswagen, très présent en Chine, a déclaré mardi vouloir investir environ un milliard d'euros dans un nouveau centre de développement pour les véhicules électriques dans le pays asiatique, premier marché auto-

mobile mondial. Cette nouvelle structure, qui devrait ouvrir début 2024, sera dédiée à la conception de voitures pour le marché chinois et installée à Hefei (est), grande ville située à 400km à l'ouest de Shanghai.

«L'entreprise investit environ un milliard d'euros dans un nouveau centre de développement, d'innovation et d'approvisionnement, de

pointe, pour les véhicules électriques intelligents entièrement connectés», a indiqué le groupe. «L'objectif est d'adapter encore plus rapidement les véhicules du groupe aux souhaits des clients chinois et de réduire les délais de mise sur le marché», a-t-il souligné dans un communiqué publié lors du salon automobile de Shanghai.